

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

**REDD+**  
CÔTE D'IVOIRE

Réduction des Emissions de gaz à effet  
de Serre issues de la Déforestation,  
et de la Dégradation des Forêts

Republique de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail



# RÉSUMÉ D'INFORMATIONS DE LA CÔTE D'IVOIRE SUR LA PRISE EN COMPTE DES GARANTIES DE LA REDD+ SUR LA PÉRIODE 2015-2018

Juin 2019

**Publication :** Juin 2019

**Citation proposée :** Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (2019) Résumé d'information de la Côte d'Ivoire sur la prise en compte des garanties de la REDD+ sur la période 2015-2018, Abidjan.

**Crédits officiels et remerciements :** Pour leurs appuis et contributions, sont remerciés tout particulièrement le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et ses collaborateurs, les membres du Groupe de Travail du SIS Côte d'Ivoire (Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles, Agence Nationale de l'Environnement de l'Environnement, Bureau National d'Etudes Techniques de Développement, Institut National de la Statistique, Agence Nationale de Développement Rural, Direction Générale des Eaux et Forêts, Office Ivoirien des Parcs et Réserves, Société de Développement des Forêts, Laboratoire de Botanique du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire, ONG Impactum, OIREN/ Plateforme FLEGT REDD+, ONG Nitidæ, Ministère du Plan et du Développement et la Commission Nationale FEM), la Commission Nationale REDD+, le Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire et l'équipe de l'ONU ENVIRONNEMENT du Programme ONU-REDD en Côte d'Ivoire.

Ce document a été élaboré avec l'appui technique de Monsieur Blaise Bodin, consultant ONU-REDD en lien étroit avec Monsieur GONGBEI Gonsan Mathieu, spécialiste sauvegardes environnementale et sociale au SEP REDD+.

**Auteur :** Secrétariat Exécutif Permanent REDD+ (SEP REDD+).

# Table des matières

<b>Résumé exécutif .....</b>	<b>7</b>
<b>1. Introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>1.1. Données de base sur la Côte d'Ivoire.....</b>	<b>9</b>
1.1.1. Contexte géopolitique et démographique .....	9
1.1.2. Contexte économique.....	9
1.1.3. Contexte environnemental.....	10
<b>1.2. REDD+ en Côte d'Ivoire .....</b>	<b>10</b>
<b>1.3. Décisions de la CCNUCC sur les sauvegardes .....</b>	<b>11</b>
<b>1.4. Portée de ce premier résumé d'informations .....</b>	<b>13</b>
1.4.1. Portée en termes d'activités REDD+ .....	13
1.4.2. Portée en termes de cadres de garanties .....	13
<b>2. Contexte national.....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. Forêts en Côte d'Ivoire.....</b>	<b>14</b>
<b>2.2. Cadre juridique et politiques nationales pour la gestion des forêts .....</b>	<b>15</b>
2.2.1. Cadre juridique prévu par le Code Forestier .....	15
2.2.2. Cadre juridique prévu par la loi sur les aires protégées. ....	16
2.2.3. Déclaration de politique forestière .....	17
<b>2.3. Évolution du couvert forestier national .....</b>	<b>17</b>
<b>2.4. Moteurs de la déforestation et la dégradation des forêts .....</b>	<b>20</b>
<b>2.5. Stratégie Nationale REDD+.....</b>	<b>21</b>
<b>2.6. Cadre juridique et institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ .....</b>	<b>23</b>
<b>2.7. Autres cadres juridiques (lois et règlements), institutionnels et politiques en lien avec les actions REDD+.....</b>	<b>25</b>
<b>2.8. Projets et principales activités en lien avec le mécanisme REDD+ .....</b>	<b>27</b>
2.8.1. Projet pilote REDD+ de la région de la Mé.....	28
2.8.2. Projet d'Investissement Forestier- Banque mondiale.....	28
2.8.3. Projet Récupération de la Couverture Forestière et Amélioration de la Résilience dans le Centre de la Côte d'Ivoire .....	29
2.8.4. Programme CACAO Life .....	30
<b>3. Processus de développement du premier résumé d'informations de la Côte d'Ivoire.....</b>	<b>30</b>
<b>4. Approche des garanties en Côte d'Ivoire.....</b>	<b>31</b>
<b>4.1. Processus d'analyse et de gestion des risques environnementaux et sociaux et clarification nationale des garanties REDD+.....</b>	<b>32</b>
<b>4.2. Processus d'élaboration du Système d'Informations sur les Sauvegardes (SIS) .....</b>	<b>34</b>
4.2.1. Étapes de l'élaboration du SIS .....	34
4.2.2. Contributions reçues et activités menées pour concevoir le SIS .....	35
<b>4.3. Approche de gestion des garanties environnementales et sociales .....</b>	<b>35</b>
<b>4.4. Développement du mécanisme de règlement des plaintes (MRP).....</b>	<b>37</b>

<b>5. Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) de la Côte d'Ivoire .....</b>	<b>38</b>
5.1. Objectifs et fonctions .....	38
5.2. Structure du SIS.....	38
5.3. Aspects institutionnels .....	39
5.4. Interface .....	40
5.5. Sources d'informations.....	40
<b>6. Clarification (interprétation) de la prise en compte des garanties de Cancun</b>	<b>42</b>
6.1. Sauvegarde A.....	43
6.2. Sauvegarde B.....	46
6.3. Sauvegarde C.....	49
6.4. Sauvegarde D.....	52
6.5. Sauvegarde E.....	55
6.6. Sauvegarde F.....	59
6.7. Sauvegarde G.....	62
<b>7. Conclusion et prochaines étapes.....</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>66</b>
Annexe I – Liste des institutions représentées dans le Groupe national de Travail sur les sauvegardes.....	66
Annexe II – Principales Structures techniques étatiques et leur rôle potentiel dans le développement du SIS .....	68

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> - Répartition du PIB par secteur d'activités en 2015 (Source : DCPE) .....	10
<b>Tableau 2</b> - Texte des garanties de Cancun.....	12
<b>Tableau 3</b> – Chronogramme des activités suivies pour l'élaboration du premier résumé d'information de la Côte d'Ivoire.....	31
<b>Tableau 4</b> – Risques et bénéfices des Politiques et Mesures prévues en application de trois Options Stratégiques : exemple illustratif.....	33

## Liste des figures

<b>Figure 1</b> - Les six grands axes de la nouvelle politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts .....	17
<b>Figure 2</b> - Carte de répartition du couvert forestier en Côte d'Ivoire. ....	18
<b>Figure 3</b> - Carte du changement du couvert forestier entre 1990 et 2015 selon les données de l'étude sur les moteurs de la déforestation et la dégradation .....	19
<b>Figure 4</b> - Moteurs directs et indirects hiérarchisés de la déforestation des forêts en Côte d'Ivoire (Source : Stratégie Nationale REDD+).....	21
<b>Figure 5</b> - Axes stratégiques REDD+ ancrés dans les moteurs de la déforestation selon la stratégie nationale REDD+ .....	23
<b>Figure 6</b> - Composantes du Projet REDD+ de la ME .....	28
<b>Figure 7-</b> Composantes et acteurs d'exécution du PIF-Bm.....	29
<b>Figure 8</b> – Approche globale d'élaboration de la Stratégie Nationale REDD+ basée sur des itérations avec l'Évaluation Environnementale Sociale Stratégique (EESS) .....	32
<b>Figure 9</b> - Carte du potentiel de renforcement des bénéfices multiples par la restauration des forêts. ....	58

## Liste des acronymes et abréviations

<b>AFOR</b>	Agence Foncière Rurale
<b>APV</b>	Accord de Partenariat Volontaire
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BTP</b>	Bâtiments Travaux Publics
<b>CAIDP</b>	Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
<b>CF</b>	Cadre Fonctionnel
<b>CGES</b>	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
<b>CLIP</b>	Consentement Libre Informé et Préalable
<b>CN-REDD+</b>	Comité National REDD+
<b>COP</b>	Conférence des Parties
<b>CSRS</b>	Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire
<b>CTI-REDD+</b>	Comité Technique Interministériel REDD+
<b>DCPE</b>	Direction de la Conjoncture et de la Prévision Économiques
<b>EESS</b>	Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique
<b>FHG</b>	Forêts de Haute Guinée
<b>FLEGT</b>	Forest Law Enforcement, Governance and Trade
<b>FVC</b>	Fonds Vert pour le Climat
<b>MRP</b>	Mécanisme de Règlement des Plaintes
<b>NDC</b>	Nationally Determined Contribution
<b>NERF/NRF</b>	Niveau d'Émission de Référence pour les Forêts et Niveau de Référence pour les Forêts
<b>OIPR</b>	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>PM</b>	Politiques et Mesures
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PIF</b>	Projet d'Investissement Forestier
<b>PLRs</b>	Politiques Lois et Règlements
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PNIA</b>	Programme National D'Investissement Agricole
<b>PPREF</b>	Politique de Préservation, de Réhabilitation et d'Extension des Forêts
<b>PSE</b>	Paiements pour Services Environnementaux
<b>PTBA</b>	Plan de Travail et de Budget Annuel

<b>REDD+</b>	Réduction des Émissions de gaz à effet de serre issus de la Déforestation et de la Dégradation des forêts
<b>SEP-REDD+</b>	Secrétariat Exécutif Permanent pour la REDD+
<b>SIS</b>	Système d'Information sur les Sauvegardes
<b>SN-REDD+</b>	Stratégie Nationale REDD+
<b>SNSF</b>	Système National de Surveillance des Forêts
<b>SODEFOR</b>	Société de Développement des Forêts
<b>SRAdT</b>	Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>WCF</b>	Wild Chimpanzee Foundation

## Résumé exécutif

Consciente des risques de compromettre l'économie du pays à long terme en maintenant son modèle de développement basé sur une trajectoire agricole extensive, entraînant une déforestation massive, la Côte d'Ivoire a affirmé la volonté d'un changement de paradigme dans les orientations de son développement.

La vision du gouvernement ivoirien à travers le mécanisme REDD+, est d'une part de stabiliser et d'inverser durablement la tendance de disparition des forêts naturelles à partir de 2017, et d'autre part de restaurer simultanément, de manière progressive le couvert forestier pour atteindre un taux de 20 % du territoire national d'ici 2030. L'ambition de la Côte d'Ivoire est de gérer de manière durable ses forêts, tout en assurant les objectifs de réduction de la pauvreté, de développement humain et social des communautés locales dans un cadre d'équité sociale, culturelle et de genre.

L'objectif de ce premier résumé d'informations est de présenter un état des lieux de l'avancement du processus de prise en compte des garanties ou sauvegardes dans le pays, conformément aux décisions convenues dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC); en particulier les orientations établies dans la décision 17/CP.21 sur les moyens de garantir la transparence, la cohérence, l'exhaustivité et la pertinence des informations fournies sur la façon dont toutes les sauvegardes REDD+ sont prises en compte et respectées.

Il permet de rendre compte de la qualité des travaux engagés par les différents organes nationaux de la REDD+ et les parties prenantes sur cette question, et renseigne également sur les prochaines étapes envisagées pour la prise en compte et le respect de l'ensemble des garanties.

La Côte d'Ivoire a fait des efforts significatifs pour prendre en compte et respecter les sauvegardes de Cancun dans la phase de préparation de la REDD+. Une partie importante du travail effectué dans cette période a été centrée sur l'interprétation ou clarification nationale des sauvegardes REDD+. La clarification des sauvegardes dans le contexte ivoirien s'est faite en plusieurs étapes. Tout d'abord, une analyse des risques et bénéfices des politiques et mesures d'options stratégiques déclinées dans sa Stratégie Nationale REDD+ a fait l'objet de plusieurs itérations au sein de l'équipe mandatée pour piloter le processus d'élaboration du Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) Côte d'Ivoire. Dans cette analyse, pour chaque bénéfice ou risque identifié, sa probabilité, son impact et les sauvegardes concernées ont été précisées. Cette analyse a été suivie par une analyse itérative du cadre légal et institutionnel en Côte d'Ivoire en lien direct ou indirect avec la prise en compte des sauvegardes.

Ce résumé détaille, pour chacune des sauvegardes, le texte du principe qui constitue la clarification nationale de chaque sauvegarde ; la liste des critères qui, une fois satisfaits, constituent la prise en compte et le respect des sauvegardes selon leur clarification nationale ; une description de l'application des critères à travers les Politiques, Lois et Règlements (PLR) existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+ ; une description des lacunes identifiées dans le corpus des dispositions existantes ou dans leur application, ainsi que les réponses qui pourraient y être apportées.

Une feuille de route pour l'élaboration du SIS a été établie et fournit un plan de travail détaillé pour la coordination du travail restant à achever pour construire et gérer le SIS entre les différentes institutions concernées. Le document-cadre qui permettra de mettre en place le dispositif du SIS a été élaboré par le biais d'un processus d'étroites collaborations entre les acteurs clés. Compte tenu



du fait que les activités REDD+ viennent à peine de démarrer, il a été décidé d'élaborer dans un premier temps, un SIS version 1 qui mettra l'accent sur l'architecture du système et la prise en compte des sauvegardes, et plus tard un SIS version 2 qui mettra l'accent sur le respect des sauvegardes lorsque les mesures REDD+ auront des résultats capitalisables.

Ce résumé d'informations constitue une première étape, dans le contexte de la mise en œuvre progressive de la Stratégie Nationale REDD+, et de la mise en place progressive du SIS. Conformément aux orientations de cette feuille de route, la Côte d'Ivoire se focalise actuellement sur la prise en compte des sauvegardes, entendue comme la présence d'un ensemble cohérent de PLR et les dispositifs institutionnels connexes en place pour gérer les bénéfices et les risques potentiels des Politiques et Mesures de la REDD+. Dans une seconde phase à venir, il restera à préciser la relation exacte entre les Politiques, Lois et Règlements identifiées comme pertinentes ainsi qu'à déterminer le degré d'effectivité de ces dispositions, dans le contexte de la REDD+ et plus largement. La REDD+ peut à cet égard, être perçue comme une opportunité pour le gouvernement et s'avérer un catalyseur des réformes nécessaires. Une autre étape importante sera la conclusion d'accords institutionnels pour récolter l'information nécessaire du SIS, telle qu'identifiée à travers une liste consolidée d'indicateurs qui puissent établir que l'ensemble des critères sont satisfaits, démontrant ainsi la prise en compte et le respect des sauvegardes.

.

# 1. Introduction

## 1.1. Données de base sur la Côte d'Ivoire

### 1.1.1. Contexte géopolitique et démographique

La République de Côte d'Ivoire est un pays de l'Afrique de l'Ouest qui couvre une superficie de 322 463 km<sup>2</sup>, dont 318 003 km<sup>2</sup> de terres et 4 460 km<sup>2</sup> d'eau. La politique de décentralisation organise le territoire national en deux (2) Districts Autonomes (Yamoussoukro et Abidjan), 31 Régions, 108 Départements, 510 Sous-préfectures. La population du pays, qui était estimée à 15,4 millions d'habitants en 1998, est passée à 22,7 millions en 2014, dont 10,97 millions de femmes, soit 48,4 %.

Le pays connaît une croissance démographique rapide résultant d'un fort taux de natalité (indice de fécondité de 4,6 enfants/femme en 2016)<sup>1</sup> mais aussi d'une forte immigration en provenance des pays voisins (24 % de la population est non-ivoirienne). La population est majoritairement jeune : 77 % ont moins de 35 ans. Cette population s'urbanise fortement, les zones urbaines comptent 50,3 % de la population aujourd'hui, contre 42,5 % en 1998 et 32 % en 1975. Cette dynamique démographique a entraîné une pression croissante sur les ressources naturelles du pays, surtout dans la zone forestière, où vit 75,5 % de la population rurale.<sup>2</sup>

### 1.1.2. Contexte économique

Premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, exportateur de pétrole doté d'une industrie manufacturière importante, la Côte d'Ivoire exerce une influence économique considérable dans la sous-région. En 2017, la Côte d'Ivoire a continué d'être une des économies les plus dynamiques d'Afrique, avec un taux de croissance qui devrait se maintenir autour de 7,6 %<sup>3</sup>. L'exploitation des ressources naturelles constitue directement ou indirectement l'essentiel des produits d'exportation (produits bruts ou transformés, équipements d'extraction et de traitement). L'exploitation ivoirienne repose ainsi sur trois principaux secteurs : l'agriculture, la foresterie et les industries extractives.

Le secteur secondaire, qui représente 22,9 % du PIB, a progressé de 13,2 % en 2015. Cette croissance est soutenue par le bon niveau d'activité dans le secteur des Bâtiments Travaux Publics (BTP) dans un contexte de reconstruction des infrastructures. Le développement des industries manufacturières et agroalimentaires a été favorisé par la mise en œuvre de la stratégie de soutien aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), l'essor des productions minière et énergétique induit par les investissements importants dans ces deux secteurs, l'aménagement de nouvelles zones industrielles et le maintien de la dynamique des demandes privée et publique.

Le secteur tertiaire, qui représente environ 36,0 % du PIB, a enregistré une croissance de 10,3 % en 2015 selon la Direction de la Conjoncture et de la Prévision Économiques (DCPE) du Ministère Ivoirien de l'Économie.

---

<sup>1</sup> Institut National de Statistique -

[http://www.ins.ci/n/index.php?option=com\\_content&view=article&id=84:indicateurs-demographiques&catid=48:isd](http://www.ins.ci/n/index.php?option=com_content&view=article&id=84:indicateurs-demographiques&catid=48:isd)

<sup>2</sup> Stratégie Nationale REDD+

<sup>3</sup> Banque mondiale. (2018). Côte d'Ivoire : Présentation

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview>

Tableau 1 - Répartition du PIB par secteur d'activités en 2015<sup>4</sup> (Source : DCPE)

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	Droits et taxes	PIB Total
<b>Croissance (%)</b>	2,7	13,2	10,3	7,9	9,8	9,2
<b>Pondération (%)</b>	19,3	22,9	36,0	11,7	10,1	100
<b>Contribution à la croissance du PIB</b>	0,5	3,0	3,7	1,0	1,0	9,2

### 1.1.3. Contexte environnemental

La Côte d'Ivoire se trouve à 400 km de l'équateur et jouit d'un climat généralement chaud et humide, allant de 20°C à 33°C. La zone forestière de la Côte d'Ivoire fait partie de la région plus vaste de la Forêt de Haute Guinée (FHG) de l'Afrique de l'Ouest, qui s'étend de la Guinée au Togo. Ces forêts abritent une variété exceptionnelle d'habitats riches en espèces végétales. La diversité spécifique terrestre et aquatique (ensemble des organismes, plantes et animaux) de la Côte d'Ivoire, dans l'état actuel des connaissances, comprend globalement 17.343 espèces. Les éléments constitutifs de la diversité biologique sont repartis entre deux types d'écosystèmes : les écosystèmes terrestres : 12.647 espèces réparties entre ; 5.413 végétaux ; 6.019 invertébrés et 1.215 vertèbres ; et les écosystèmes aquatiques : 4.696 espèces réparties entre 2.102 organismes, 375 végétaux aquatiques et 2.219 animaux aquatiques.<sup>5</sup>

Cependant, la région de la FHG fait officiellement partie des zones sensibles dans le monde pour la conservation de la biodiversité du fait de la très forte déforestation qu'elle a connue<sup>6</sup> (voir section 2.3 pour plus de détails).

## 1.2. REDD+ en Côte d'Ivoire

Consciente des risques de compromettre l'économie du pays à long terme en maintenant son modèle de développement basé sur une trajectoire agricole extensive, entraînant une déforestation massive, la Côte d'Ivoire a la volonté d'un changement de paradigme dans les orientations de son développement. Cette volonté est renforcée par sa participation aux conventions et engagements internationaux sur l'environnement et le climat. C'est dans ce cadre que le pays s'est engagé en juin 2011 dans le mécanisme international de Réduction des Émissions de gaz à effet de serre issus de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD+). Ce mécanisme vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et la dégradation des forêts, y compris la gestion durable des ressources naturelles, le renforcement des stocks de carbone forestier et la conservation des forêts.

<sup>4</sup> Rapport Economique et Financier - Projet de Loi de Finances 2017, Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economiques <http://dppse.ci/medias/fichier/1510138851.pdf>

<sup>5</sup> Stratégie et Plan D'action Pour la Diversité Biologique Nationale 2016-2020, Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable - <https://www.cbd.int/doc/world/ci/ci-nbsap-v2-fr.pdf>

<sup>6</sup> Myers, N., Mittermeier, R.A., Mittermeier, C. et al. 2000. Biodiversity hotspots for conservation priorities. Nature 403: 853-58.

La vision du gouvernement ivoirien à travers le mécanisme REDD+, est d'une part de stabiliser et d'inverser durablement la tendance de disparition des forêts naturelles à partir de 2017, et d'autre part de restaurer simultanément, de manière progressive le couvert forestier pour atteindre 20 % d'ici 2030. Par la suite, ces forêts devraient être gérées de manière durable, tout en assurant les objectifs de réduction de la pauvreté, de développement humain et social des communautés locales dans un cadre d'équité sociale, culturelle et de genre.

Cet engagement s'est réaffirmé au plus haut sommet de l'État par la prise du Décret n°2012-1049 du 24 octobre 2012 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale REDD+. Les actions engagées ont permis d'enregistrer plusieurs acquis au cours de la phase de préparation de la REDD+ (sur la période 2015-2018), notamment l'adoption par le Gouvernement de la Stratégie Nationale REDD+ (SN-REDD+). Les autres acquis de cette période de la phase préparatoire sont (i) la définition du Niveau d'Émission de Référence pour les Forêts et du Niveau de Référence pour les Forêts (NERF/NRF) soumis à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en janvier 2017, (ii) la mise en place d'un Système National pour la Surveillance des Forêts (SNSF) en partie fonctionnel, l'élaboration du document cadre de mise en œuvre d'un Système d'Information sur Sauvegardes (SIS) ainsi que le cadre national d'investissement en cours de finalisation.

La première version du NERF/NRF validée au niveau national a été soumise en janvier 2017 à l'évaluation technique des experts de la CCNUCC. Une nouvelle version prenant en considération les commentaires de l'évaluation technique est disponible depuis novembre 2017.

L'élaboration du SIS a démarré par la mise à niveau des acteurs clés issus du Secrétariat Exécutif Permanent pour la REDD+ (SEP-REDD+), des structures nationales de recherches, de production et de gestion d'informations et des organisations de la société civile sur les enjeux et dispositifs de cet instrument. Un groupe de travail national regroupant ces acteurs clés a été mis en place afin de définir de manière participative les principales orientations et mécanismes de mise en œuvre du SIS et de faciliter sa phase d'opérationnalisation (ci-après 'Groupe de Travail du SIS').

La Commission Nationale REDD+ étant le cadre institutionnel intersectoriel d'analyse, de conseil et d'orientation pour la mise en œuvre du processus REDD+ en Côte d'Ivoire, a approuvé le document-cadre du SIS qui devra être opérationnalisé.

### **1.3. Décisions de la CCNUCC sur les sauvegardes**

A sa 16<sup>ème</sup> réunion en 2010 à Cancun, au Mexique, la Conférence des Parties (COP) de la CCNUCC s'est accordée sur le fait qu'un ensemble de sept garanties, communément appelées les garanties (ou sauvegardes) de Cancun, doit être promu et soutenu dans les activités REDD+. L'Annexe 1 de la décision 1/CP.16 indique que lors de l'entreprise d'activités REDD+, les garanties suivantes doivent être promues et soutenues par les pays.

*Tableau 2 - Texte des garanties de Cancun*

<p><b>Garantie A :</b> Les actions [REDD+] complètent les objectifs des programmes forestiers nationaux et les conventions et accords internationaux et s'y conforment ;</p>	<p><b>Garantie D :</b> La participation intégrale et réelle des parties prenantes, en particulier des peuples autochtones et des communautés locales [aux actions REDD+] ;</p>
<p><b>Garantie B :</b> Des structures de gouvernance forestière nationales transparentes et efficaces qui prennent en compte la législation et la souveraineté nationale ;</p>	<p><b>Garantie E :</b> Mesures compatibles avec la conservation des forêts naturelles et de la diversité biologique, assurance que les actions REDD+ ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles mais incitent plutôt à la protection et à la conservation de ces forêts et des services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'au renforcement d'autres bénéfices sociaux et environnementaux ;</p>
<p><b>Garantie C :</b> Le respect des connaissances et des droits des peuples autochtones et des membres des communautés locales, prenant en compte des obligations internationales, des circonstances et lois nationales qui s'appliquent et notant que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;</p>	<p><b>Garantie F :</b> Mesures pour la prise en compte des risques d'inversion ;</p> <p><b>Garantie G :</b> Mesure de réduction du déplacement des émissions.</p>

Les décisions suivantes de la CCNUCC concernant les sauvegardes ont guidé l'approche nationale de développement du SIS ainsi que la structure du présent résumé d'information :

- 1 / CP.16** Détermine les sept garanties pour la REDD+ et le système d'information sur les sauvegardes en tant qu'éléments essentiels à la mise en œuvre de la REDD+.
- 12 / CP.17** Offre des orientations pour développer le système et indique que les garanties doivent être surveillées à toutes les phases de mise en œuvre de la REDD+.
- 9 / CP.19** Présente un résumé des informations sur les garanties en tant que condition requise pour recevoir des paiements axés sur les résultats. Le résumé doit être disponible au centre d'information en ligne de Lima sur la REDD+, avec les données sur les résultats de la REDD+.
- 12 / CP.19** Couvre le format et la fréquence de soumission du résumé des informations sur les garanties.
- 7 / CP.21** Fournit des directives sur la manière d'élaborer le résumé des informations sur les garanties.

Les décisions de la CCNUCC n'apportent pas de précision sur les termes de « prise en compte » et « respect » des garanties. Cependant, les définitions suivantes de ces termes ont été retenues dans le contexte national :

- il est considéré que les garanties sont « prises en compte » lorsqu'un ensemble cohérent de Politiques, Lois et Règlements (PLR), et les dispositifs institutionnels connexes, sont en place pour gérer les bénéfices et les risques potentiels des Politiques et Mesures (PM) de la REDD+.

- il est entendu que le « respect » fait référence à l'application effective des Politiques, Lois et Règlements à l'aide des dispositifs institutionnels (et individuels) connexes, de sorte que les Politiques, Lois et Règlements soient mis en œuvre et appliqués dans la pratique, et entraînent des résultats réels et positifs sur le terrain.

#### **1.4. Portée de ce premier résumé d'informations**

L'objectif de ce premier résumé d'informations est de présenter un état des lieux de l'avancement du processus de prise en compte des garanties dans le pays. Il permet de rendre compte de la qualité et du sérieux des travaux engagés par les différents organes nationaux de la REDD+ sur cette question, et renseigne également sur les prochaines étapes envisagées pour la prise en compte et le respect de l'ensemble des garanties.

Il vise à clarifier l'approche nationale des garanties retenues en Côte d'Ivoire, ainsi que les procédures et les dispositions institutionnelles pour l'élaboration des résumés d'information et fournit des données de base en spécifiant les critères retenus pour établir la prise en compte et le respect des garanties de Cancun. Les objectifs et le contenu des résumés d'informations en Côte d'Ivoire évolueront pour répondre aux besoins et opportunités spécifiques à mesure de la mise en œuvre du REDD+. Le résumé des informations sera particulièrement lié au développement du SIS.

##### **1.4.1. Portée en termes d'activités REDD+**

Les activités REDD+ couvertes par la Stratégie Nationale et par extension par le SIS, sont les cinq (5) définies par les décisions de la CCNUCC, à savoir la réduction des émissions liées à la déforestation, la réduction des émissions liées à la dégradation, la conservation des stocks de carbone, l'augmentation des stocks de carbone et la gestion durable des forêts. La mise en œuvre des politiques et mesures prévues dans la stratégie nationale est en cours (voir Section 2.8). A titre d'exemple, on peut citer le projet REDD+ de la Mé. (voir encadré).

##### **1.4.2. Portée en termes de cadres de garanties**

Les garanties couvertes par ce résumé sont uniquement celles prévues par les décisions de la CCNUCC concernant la REDD+. D'autres standards de garanties, dont ceux de la Banque mondiale, du Fonds Vert pour le Climat ou encore de la Banque Africaine de Développement sont applicables aux activités REDD+. Il sera rendu compte de l'application de ces garanties dans le cadre des accords de financement avec ces institutions respectives. Ce résumé vise quant à lui à répondre aux exigences de la CCNUCC précitées, qui prévoient la fourniture d'informations sur les sept garanties de Cancun comme une des conditions à la réception de paiements basés sur les résultats. Des informations succinctes sont cependant présentées dans la section suivante concernant les autres processus suscités.

Fonds Vert pour le Climat (FVC) : Pour soutenir la mise en œuvre des activités REDD+, le FVC nécessite un screening social et environnemental ainsi qu'un plan de gestion environnementale et sociale. Ce processus est actuellement en cours pour le projet REDD+ : « Restauration des forêts, reboisement et réduction de la déforestation grâce à l'agriculture zéro déforestation ». Selon la proposition, le projet prendra en compte les sauvegardes de Cancun. Toutefois, afin de recevoir les paiements FVC-REDD+ basés sur les résultats, les pays bénéficiaires doivent aller plus loin que

l'intégration des sauvegardes de Cancun dans les activités financées par le FVC, pour démontrer que les garanties spécifiques au FVC sont respectées. Il est envisagé que le SIS procure également des informations pertinentes pour le respect des garanties spécifiques au FVC.

**Banque Mondiale :** La Banque mondiale exige une Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) et des rapports-cadres de sauvegardes dont en particulier le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) pour s'assurer que les considérations sociales et environnementales sont prises en compte dans la formulation de la Stratégie REDD+ et pour développer un cadre de gestion des risques potentiels des politiques, actions et projets pendant la mise en œuvre de la stratégie REDD+. L'EESS et les rapports-cadres que sont le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), le Cadre Fonctionnel ou de Procédures (CF), le Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques (CGRCP) et le Plan de Gestion des Pestes et Pesticides (PGPP) ont été préparés pour la Côte d'Ivoire et ont été validés par l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) en décembre 2018.

L'intégration de ces sauvegardes, avec celles prévues par les décisions de la CCNUCC concernant la REDD+, se développera via un processus de révision des Principes, Critères et Indicateurs du SIS pendant la période 2019-2020.

## 2. Contexte national

### 2.1. Forêts en Côte d'Ivoire

La Loi n°2014-427 du 14 juillet 2014, portant Code forestier ivoirien, définit la forêt comme « *toute terre constituant un milieu dynamique et hétérogène, à l'exclusion des formations végétales résultant des activités agricoles, d'une superficie minimale de 0,1 hectare portant des arbres dont le houppier couvre au moins 30 % de la surface et qui peuvent atteindre à maturité une hauteur minimale de 5 mètres* ».

D'après le profil environnemental national, on distingue trois grandes zones phytogéographiques<sup>7</sup> :

La **zone Guinéenne** (50 % du pays), sempervirente et semi-décidue, est située au Sud du pays et autrefois couverte de forêt dense humide. Elle est caractérisée par un climat subéquatorial à quatre saisons. La pluviométrie annuelle y dépasse les 1500 mm.

La **zone Soudano-guinéenne** (19 % du pays), transition entre la zone guinéenne au Sud et soudanienne au Nord, est constituée de forêts semi-décidues autrefois riches en essences de bois de valeur. Les précipitations varient entre 1200 et 1500 mm.

La **zone Soudanienne** (31 % du pays), située au Nord, est couverte de savane arborée et de forêts-galeries sur les berges des fleuves. Les précipitations varient entre 900 et 1200 mm. Ces zones cohabitent avec des écosystèmes forestiers particuliers de plus petite envergure : les forêts de mangroves (8 700 km<sup>2</sup>), les forêts marécageuses (450 km<sup>2</sup>), et les forêts de montagne dans l'ouest

---

<sup>7</sup> [HALLE et BRUZON, 2006 : Profil Environnemental de la Côte d'Ivoire, Rapport Final, Birgit Halle et Véronique Bruzon, Aout 2006](#)



du pays (480 km<sup>2</sup>). Ces types de forêts sont marginaux par rapport à la forêt de plaine, dont la superficie est estimée à 99 200 km<sup>2</sup>. Au total, la forêt couvre 11 % du territoire national.

## **2.2. Cadre juridique et politiques nationales pour la gestion des forêts**

Le cadre juridique est régi par deux textes fondamentaux : la Loi n°2014- 427 du 14 Juillet 2014 portant Code forestier et la Loi n°2002-102 du 11 février 2002 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et réserves naturelles. Les politiques nationales comprennent notamment, la politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts et le Programme-Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP).

### **2.2.1. Cadre juridique prévu par le Code Forestier**

Selon la loi portant Code forestier, le domaine forestier national peut être classé selon le régime de protection ou de propriété.

Selon le régime de propriété, le domaine forestier national est composé :

- Du domaine forestier privé de l'État (forêts de production, forêts classées en son nom, forêts protégées situées sur des terres non immatriculées et forêts protégées situées sur des terres sans maître) et public (forêts de protection, de récréation et d'expérimentation) ;
- Du domaine forestier des Collectivités territoriales ;
- Du domaine forestier des personnes physiques et des personnes morales de droit privé et ;
- Du domaine forestier des communautés rurales.

Selon le régime de protection, le domaine forestier national est composé :

- **Du domaine forestier classé** qui comprend l'ensemble des forêts classées, chacune selon son objectif d'aménagement (forêts de protection, de production, de récréation et d'expérimentation). La Côte d'Ivoire dispose de 234 forêts classées pour une superficie totale de 4 196 000 ha. Depuis 1992, l'ensemble des forêts classées est géré par la Société de Développement des Forêts (SODEFOR), qui est une société d'État qui a pour mission d'assurer la gestion durable des forêts et le reboisement des forêts dégradées avec la participation des communautés riveraines.
- **Du domaine forestier protégé** qui comprend les forêts non classées, qui peuvent appartenir à l'État, aux collectivités territoriales, aux personnes physiques ou morales de droit privé. S'y ajoutent les forêts situées sur les terres sans maître. Ce domaine est subdivisé en 387 périmètres d'exploitation forestière d'au moins 25 000 hectares et attribués à des opérateurs ayant un statut de personnes morales, pour une durée de 10 à 20 an renouvelable. S'y trouvent aussi des forêts sacrées, espaces boisés réservés à l'expression culturelle d'une communauté donnée. L'accès est règlementé par les us et coutumes de la communauté qui en assure la gestion. D'après l'ONG Croix Verte, la Côte d'Ivoire compte 5.549 forêts sacrées couvrant une superficie de 36 433,61 hectares. À ce jour, les forêts sacrées sont les seuls exemples connus de forêts communautaires dans le pays.<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (2017) *Stratégie Nationale REDD+ de la Côte d'Ivoire*, Abidjan



Certains des textes d'application du Code Forestier sont encore en cours de production et de révision. Le manque de textes d'application est l'un des principaux défis pour s'assurer que les garanties sont prises en compte / respectées en Côte d'Ivoire. Le SIS aidera à suivre le développement et l'application de ces textes. Dans l'attente de l'adoption de ces textes réglementaires, les textes suivants doivent être appliqués s'ils ne sont pas contraires aux dispositions du nouveau Code forestier :

- Le Décret n°66-421 du 15 septembre 1966 réglementant l'exploitation des bois d'œuvre et d'ébénisterie, de service, de feu et à charbon, modifié par le Décret n°94-368 du 1er juillet 1994, qui est un décret d'application du Code Forestier de 1965 ;
- Le Décret n°66-122 du 31 mars 1966 déterminant les essences forestières dites protégées, un texte d'application des articles 18 et 23 du Code Forestier qui interdit « *dans le domaine forestier de l'État, sauf autorisation spéciale, l'abattage et la mutilation des essences forestières dites protégées* ».
- Le Décret n°66-428 du 15 septembre 1966 fixant les procédures de classement et de démantèlement des forêts domaniales.

### **2.2.2. Cadre juridique prévu par la loi sur les aires protégées.**

Les aires protégées font partie du domaine public de l'État et sont composées des parcs nationaux et des réserves naturelles. Elles sont créées et gérées conformément à la Loi n° 2002-102 du 11 février 2002 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et des réserves naturelles. En Côte d'Ivoire, les parcs nationaux et les réserves naturelles sont gérés par l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), Etablissement Public de type particulier doté d'une autonomie financière. Le réseau des aires protégées de Côte d'Ivoire regroupe huit parcs nationaux et six réserves naturelles couvrant une superficie totale de 2 071 730 ha, soit 6,5 % du territoire national. Il convient par ailleurs de noter la création récente de la réserve naturelle volontaire N'zi River Lodge, dont la gestion relève du propriétaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PCGAP, le Gouvernement ivoirien a décidé d'adapter le cadre juridique du secteur des PNR aux besoins de leur gestion durable en promulguant une loi d'orientation appropriée. Cette Loi n° 2002-102 du 11 février 2002, porte sur la création, la gestion et le financement des PNR. Les textes d'application de cette loi sont entre autres :

- le Décret n°2002-359 du 24 juillet 2002, portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) ;
- Décret n°2009-05 du 8 janvier 2009 portant reconnaissance d'utilité publique de l'association dénommée « Fondation pour les Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire », publié au Journal Officiel le 4 juin 2009 ;
- le Décret n°2012-163 du 09 février 2012 déterminant les procédures de classement des Parcs Nationaux et des Réserves Naturelles.

En outre, il a été également procédé au renforcement du statut des agents techniques des Eaux et Forêts de rang ingénieur en leur conférant par Décret n°2013-22 du 09 janvier 2013, la qualité d'Officier de Police Judiciaire aux Agents des Eaux et Forêts, chargés de la constatation et de la répression des infractions en matière de police forestière.

### 2.2.3. Déclaration de politique forestière

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Gouvernement, le Ministère des Eaux et Forêts entend conduire une nouvelle Politique de Préservation, de Réhabilitation et d'Extension des Forêts (PPREF) qui s'articulera autour des quatre objectifs suivants :

- La préservation de la biodiversité ;
- L'objectif de préservation d'un « Climat national » propice aux activités agricoles et à la qualité du cadre de vie ;
- L'objectif du respect des engagements en faveur du « Climat mondial » ;
- Les objectifs socio-économiques.

La politique est construite autour de six grands axes (voir Figure 1). L'innovation majeure contenue dans cette politique est que les efforts de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts reposeront, à côté de ceux de l'État et de la communauté nationale, surtout sur des partenariats publics privés indispensables au financement de la mise œuvre d'une politique qui se veut ambitieuse. Afin de consolider la base légale pour la mise en œuvre de cette politique, une réforme du Code Forestier est en cours et devrait aboutir courant 2018.

*Figure 1 - Les six grands axes de la nouvelle politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts*



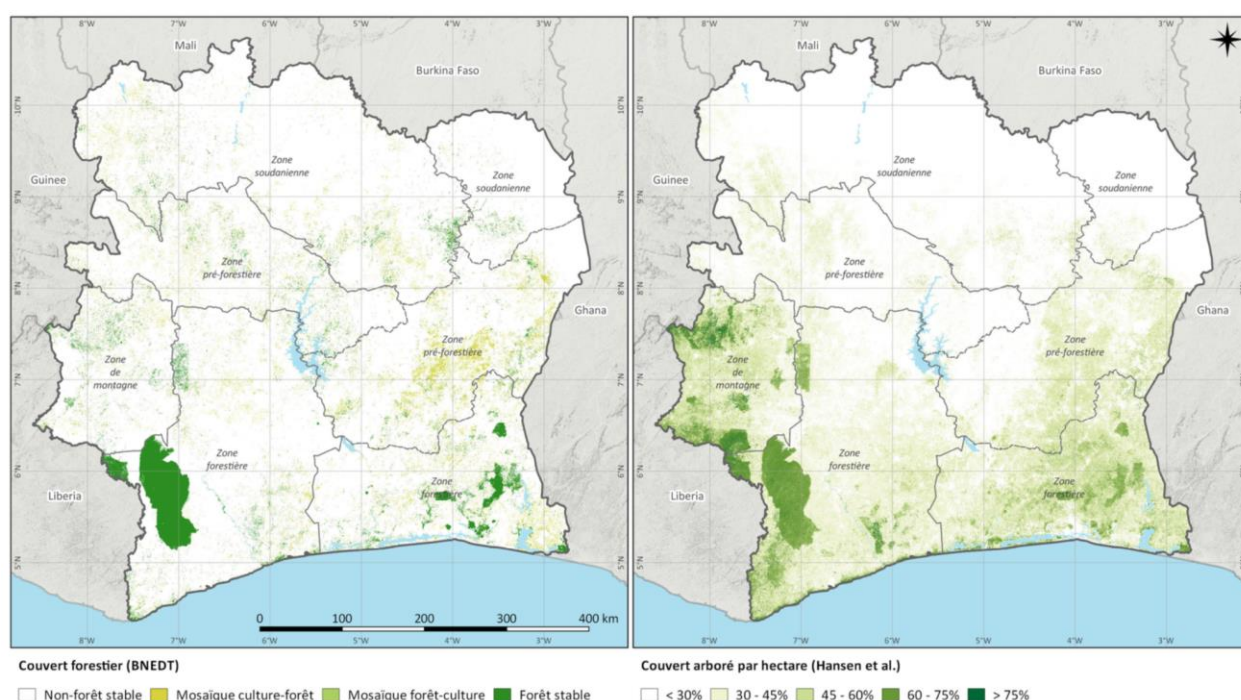
### 2.3. Évolution du couvert forestier national

La déforestation en Côte d'Ivoire a commencé bien avant l'indépendance, mais s'est fortement accélérée pendant les trois décennies qui ont suivi cette dernière. La forêt primaire de la Côte d'Ivoire a été largement transformée en une mosaïque de forêts secondaires, de plantations de cultures de rente et de bois, de cultures vivrières et de terres en friche. Les taux de déforestation restent extrêmement élevés, aux environs de 3 % par an (voire plus de 4 % par an dans les forêts classées

en dehors des zones protégées).<sup>9</sup> Elle a été plus importante entre 2000 et 2015, période centrée sur la crise politico-militaire qu'a connue le pays.

Selon une cartographie récente des forêts en Côte d'Ivoire, la couverture forestière est passée de 7,85 millions d'hectares en 1986 à 5,09 millions d'hectares en 2000, puis à 3,4 millions d'hectares en 2015. Ceci correspond à des taux de perte annuels respectifs de 3,04 % (238 812 hectares) et 2,66 % (135 392 hectares).<sup>10</sup> Le rythme de la déforestation a ralenti entre 2000 et 2015 mais reste toujours largement supérieure aux capacités de régénération de la forêt naturelle. Les cartes suivantes montrent la répartition du couvert forestier en 2015, selon l'étude des moteurs de la déforestation et la dégradation des forêts (à gauche), et la couverture de la canopée en pourcentage par hectare en 2015 selon le jeu de données Global Forest Change<sup>11</sup> (à droite) (Figure 2) ; ainsi que le changement du couvert forestier entre 1990 et 2015 (Figure 3).

*Figure 2 - Carte de répartition du couvert forestier en Côte d'Ivoire.*



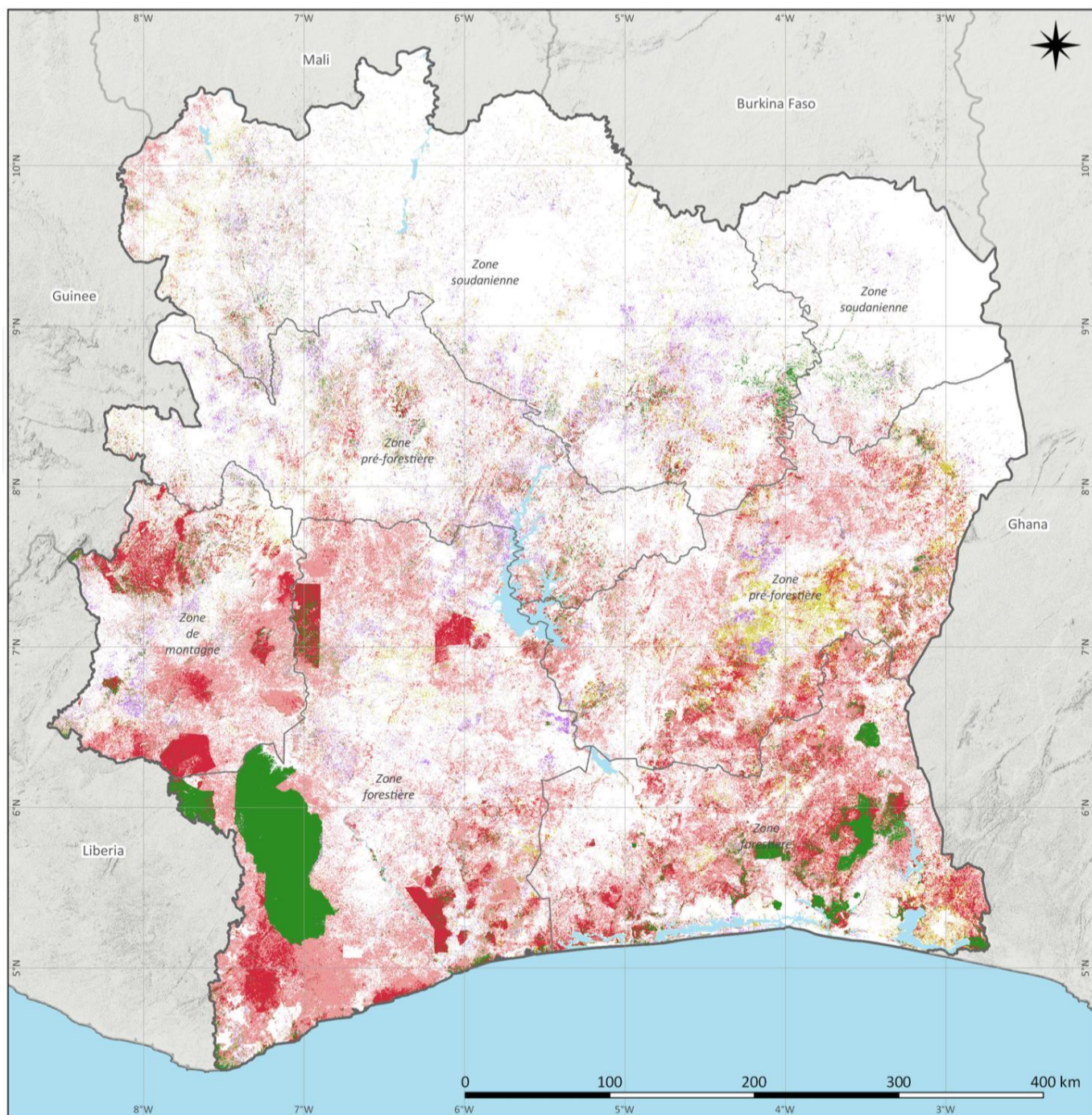
<sup>9</sup> EU REDD Facility. <http://www.euredd.efi.int/cotedivoire>

<sup>10</sup> [FAO et SEP-REDD+ \(2017\). Données forestières de base pour la redd+ en Côte d'Ivoire – Cartographie de la dynamique forestière de 1986 à 2015, Rome et Abidjan](#)

<sup>11</sup> Hansen, M. C. et al. (2013) High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change, *Science*, Vol. 342, Issue 6160, pp. 850-853, DOI: 10.1126/science.1244693



Figure 3 - Carte du changement du couvert forestier entre 1990 et 2015 selon les données de l'étude sur les moteurs de la déforestation et la dégradation



#### Couvert forestier

Forêt stable	Mosaïque culture-forêt	Perte forêt 2000-2015	Gain forêt 2000-2015
Mosaïque forêt-culture	Non-forêt stable	Perte forêt 1990-2000	Gain forêt 1990-2000

Couvert forestier (BNEDT): Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNEDT) (2015) Analyse spatiale de changement dans la couverture forestière en 1990-2015.

Production et commercialisation agricole: La Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique (DSDI) (2018) Ministère de l'Agriculture Annuaire des Statistiques Agricoles 2007. Immeuble CAISTAB, 8e étage, Plateau, BP V 82, Abidjan, Côte d'Ivoire.

## 2.4. Moteurs de la déforestation et la dégradation des forêts

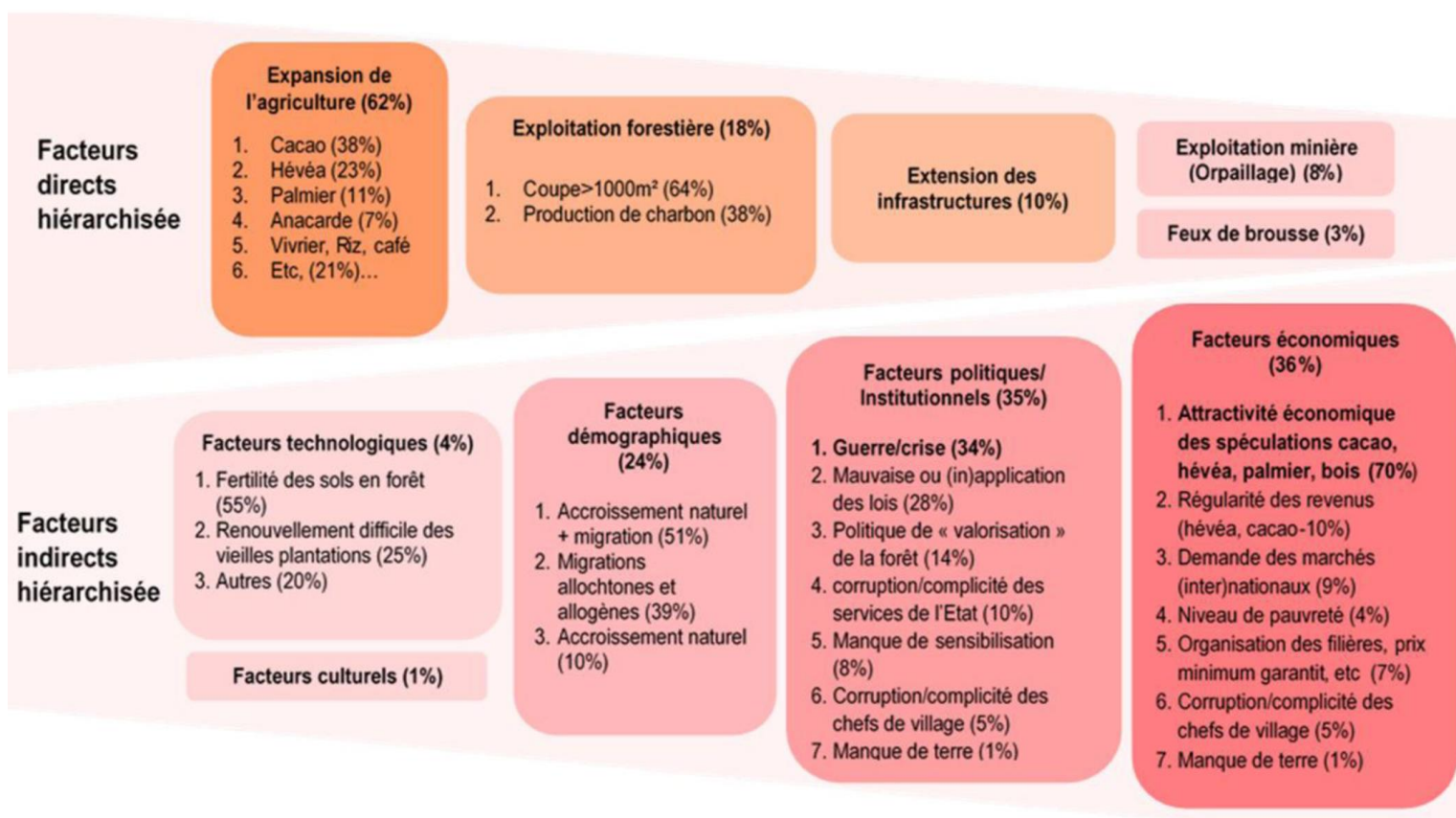
Les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts sont complexes et impliquent un certain nombre de facteurs directs et indirects. Un bref résumé de ces facteurs est ici inclus dans ce document à titre de contexte, et la stratégie nationale peut être consultée pour plus de détails.

Selon la Stratégie Nationale REDD+ de la Cote d'Ivoire, les moteurs directs de la déforestation et de la dégradation des forêts comprennent :

1. **Agriculture** : La production de cultures commerciales, en particulier le cacao et l'huile de palme, est le principal moteur de la déforestation. L'agriculture est également le principal moteur de l'économie, représentant 66 % des recettes d'exportation, 27% du PIB, et constituant, avec l'agro-industrie, la principale source d'emplois et de revenus de près des deux tiers de la population du pays.
2. **Exploitation forestière industrielle et sciage à façon** : L'exploitation industrielle a un impact négatif sur la forêt. La raréfaction des ressources entraîne un recours au bois de petit diamètre. Les bois proviennent très majoritairement du Domaine forestier rural qui fournit 90 % du bois prélevé par les industriels. Le sciage du bois dans sa forme d'exploitation illégale artisanale produit près de 3 millions de m<sup>3</sup>/an, soit 40 fois plus que les 75 000 m<sup>3</sup> mis annuellement sur le marché domestique par le secteur industriel. En considérant l'augmentation de la population et l'évolution de la classe moyenne, la demande en bois du marché domestique devrait encore augmenter les prochaines années.
3. **Bois énergie, charbon de bois** : Le bois est le combustible domestique de base pour les populations urbaines en forte croissance. Son exploitation constitue une filière économique importante pratiquée en majorité dans l'informel par beaucoup de ménages ruraux et d'autres acteurs le long de la chaîne de valeur.
4. **Industries extractives et orpaillage** : Les industries extractives sont en expansion et se concentrent sur les hydrocarbures (pétrole et gaz) et le secteur minier (or, diamant, manganèse et agrégats). L'activité de l'orpaillage s'est répandue durant les crises sociopolitiques de 2002 et 2011. Certaines aires protégées et forêts classées ont été infiltrées par des orpailleurs clandestins.



Figure 4 - Moteurs directs et indirects hiérarchisés de la déforestation des forêts en Côte d'Ivoire  
(Source : Stratégie Nationale REDD+)



## 2.5. Stratégie Nationale REDD+

La Stratégie Nationale REDD+ de la Côte d'Ivoire a été élaborée à travers un processus participatif et finalisée en août 2017. Elle est un outil de planification qui vise à adresser les principaux facteurs de la déforestation et lever les barrières qui ont entravé la réussite des politiques passées de lutte contre la déforestation en Côte d'Ivoire, mais aussi pour reconstituer progressivement et de manière durable le couvert forestier. Elle constitue le cadre de cette nécessaire convergence des objectifs des politiques sectorielles, à travers l'alliance de politiques et mesures sectorielles et intersectorielles.

Avec un objectif de réduction de la déforestation de 80 % et la restauration de 5 millions d'hectares de terres dégradées à l'horizon 2030, la REDD+ représente une opportunité pour :

- Réduire la pauvreté par l'augmentation de productivité des plantations villageoises de cacao, hévéa, palmier à huile et d'anacarde afin d'augmenter les revenus des producteurs et leurs moyens de subsistance ;
- Améliorer la sécurité alimentaire par la promotion des cultures vivrières en association avec les reboisements et les cultures pérennes ;
- Protéger les forêts naturelles restantes et la Biodiversité dans les zones de production ;

- Renforcer la compétitivité des produits agricoles ivoiriens sur le marché mondial ;
- Renforcer la résilience des systèmes de production face au changement climatique à travers la restauration de la couverture forestière dans les zones de production ;
- Créer des emplois pour les jeunes et les femmes par le développement de nouveaux emplois liés aux solutions énergétiques durables ainsi que les travaux à haute intensité de manœuvre dans le reboisement et la transformation du bois ;
- Renforcer les droits des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles par la sécurisation du foncier et le renforcement de leurs capacités pour prendre un rôle actif dans la gestion des forêts

La Stratégie Nationale REDD+, pensée et développée pour soutenir cette vision à l'échelle nationale afin de tenir compte et atténuer au maximum les risques de fuites, se décline en actions prioritaires à mener dans différentes régions en fonction des moteurs de déforestation et de dégradation des forêts. Elle est basée sur une approche intégrée, paysagère, multisectorielle, transparente, robuste, participative et inclusive afin d'être le plus efficace possible dans un contexte national d'excellence environnementale et sociale. Elle constitue une démarche transformationnelle associant développement économique, bien-être social et conservation des ressources naturelles.

Ainsi, pour l'atteinte des objectifs de la REDD+ en Côte d'Ivoire, huit options stratégiques ont été conçues dans le cadre de la Stratégie Nationale REDD+ (pour la période 2017-2030). Les options proposées permettent de traiter l'ensemble des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en Côte d'Ivoire en fonction des réalités des régions et se complètent pour l'atteinte de l'objectif global du mécanisme REDD+. Les activités REDD+ comprennent toutes les activités menées par le gouvernement ivoirien, les sociétés privées, les organisations non-gouvernementales (ONG), les bailleurs de fonds et la société civile pour atteindre ces objectifs.

Parmi ces options, cinq sont sectorielles :

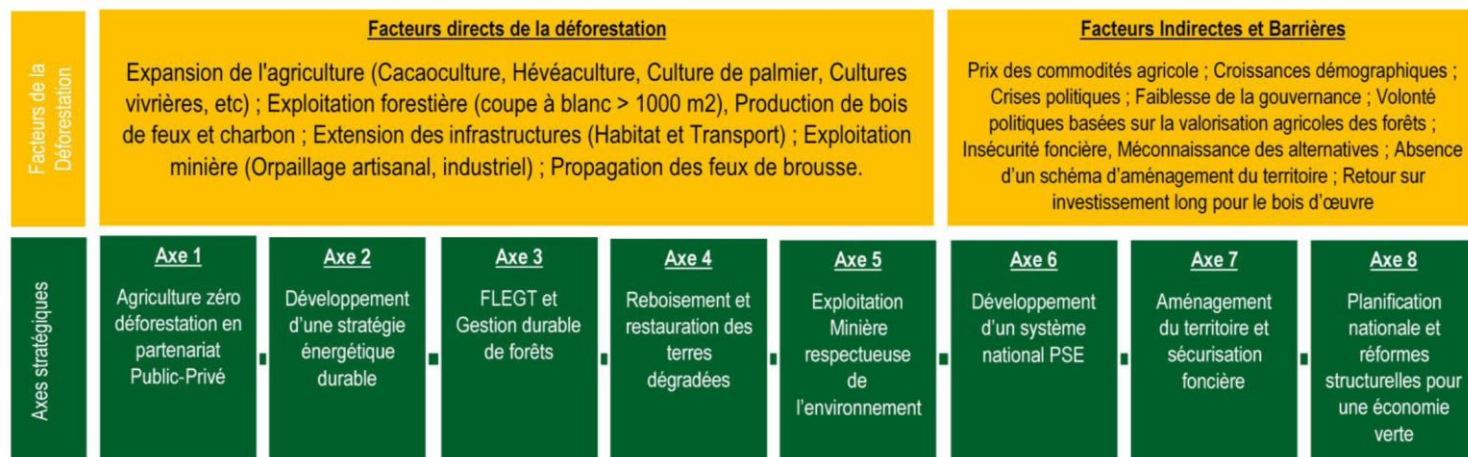
- Agriculture zéro-déforestation en partenariat public-privé,
- Développement d'une stratégie énergie domestique durable avec valorisation de la biomasse agricole,
- Gestion durable des forêts, conservation des aires protégées et des forêts sacrées,
- Boisement, reboisement, restauration des forêts et des terres dégradées,
- Exploitation minière respectueuse de l'environnement.

Celles-ci sont soutenues par trois options transversales que sont :

- Mise en place d'un système d'incitation de type Paiement pour Services Environnementaux (PSE),
- Aménagement du territoire et sécurisation foncière,
- Planification nationale et réformes structurales pour la transition vers une économie verte.

Il est envisagé à moyen et long terme d'agir sur les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts à travers une gestion intégrée du paysage (ou landscape) pour permettre une reconstitution durable de la couverture forestière.

Figure 5 - Axes stratégiques REDD+ ancrés dans les moteurs de la déforestation selon la stratégie nationale REDD+



## 2.6. Cadre juridique et institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+

Suite à l'engagement formel de la Côte d'Ivoire dans le mécanisme REDD+ en 2011, les arrangements institutionnels du mécanisme REDD+ ont été établis et promus à l'échelle nationale et internationale à travers la prise du Décret n°2012-1049 du 24 octobre 2012 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale REDD+. Cette commission est une structure intersectorielle d'analyse, de conseil et d'orientation pour la mise en œuvre du mécanisme REDD+. Elle est composée d'un Comité National REDD+ (CN-REDD+) en charge du pilotage du mécanisme REDD+, d'un Comité Technique Interministériel REDD+ (CTI REDD+) en charge de la coordination intersectorielle et d'un Secrétariat Exécutif Permanent REDD+ (SEP-REDD+) qui est chargé de la mise en œuvre du mécanisme REDD+.

Le **CN-REDD+** est l'organe national décisionnel de plus haut niveau en Côte d'Ivoire et est présidé par le Premier Ministre ou son représentant. Il a pour missions de :

- définir les orientations et les directives du processus REDD+ ;
- approuver les plans de travail respectifs du Comité Technique Interministériel et du Secrétariat Exécutif Permanent ;
- assurer le suivi, le contrôle et l'évaluation de la mise en œuvre du processus REDD+ ;
- mettre en place un Fonds national REDD+ et fixer les modalités de gestion et de redistribution des subventions et des ressources provenant du processus REDD+.

Le **CTI REDD+**, sous la présidence du Ministère en charge de l'Environnement et du Développement Durable, il est chargé de :

- planifier la mise en œuvre des décisions du Comité National REDD+ et d'attribuer la responsabilité de leur exécution aux structures compétentes de l'État ;
- proposer au Comité National REDD+ les grandes orientations en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts ;
- contribuer à l'élaboration d'une politique nationale d'utilisation rationnelle des sols ;



- contribuer à l'harmonisation des politiques sectorielles en vue de la gestion durable des ressources naturelles ;
- contribuer à l'aménagement effectif des terres et à la surveillance spatiale des terres cultivées et forestières;
- assurer une démarche participative du processus REDD+ par l'implication et la consultation des différentes parties prenantes, notamment des communautés forestières et des peuples autochtones, dans un esprit de coopération et de dialogue, et d'inciter à cette démarche;
- vulgariser la stratégie et les programmes validés auprès des acteurs concernés ;
- faire des propositions au Comité National REDD+ en vue de la mise en place du fonds national REDD+ et de fixer les modalités de gestion et de redistribution des subventions et des ressources provenant du processus REDD+;
- promouvoir le processus de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts au sein de toutes les structures impliquées ;
- veiller à la prise en compte des résultats de la recherche développement ainsi que des outils de communication dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.
- mettre en place des Comités Régionaux REDD+ chargés de la mise en œuvre des décisions prises par le Comité National REDD+ et le Comité Technique Interministériel REDD+ au niveau régional. Chaque Comité Régional est présidé par le Préfet de la Région. Leur secrétariat est assuré par le Représentant du Ministre chargé de l'Environnement assisté du représentant du Ministre chargé des forêts.

Le **SEP-REDD+** est présidé par le Secrétaire Exécutif Permanent et est chargé de :

- élaborer et mettre en œuvre la Stratégie Nationale REDD+ de la Côte d'Ivoire sous la supervision du Comité National et du Comité Technique Interministériel REDD+;
- assurer la coordination des activités de surveillance des terres par télédétection avec l'appui des partenaires au développement ;
- assurer la mise en œuvre des activités REDD+ au niveau national et international ;
- assurer la mobilisation des financements et des experts nationaux et internationaux ;
- assurer la gestion journalière de la coordination nationale REDD+ et suivre les activités prévues dans le plan de travail annuel afin qu'elles aboutissent aux résultats attendus;
- assurer la coordination du processus REDD+ en Côte d'Ivoire avec les autres initiatives gouvernementales et les bailleurs de fonds;
- assurer une démarche participative au processus REDD+ par l'implication et la consultation des différentes parties prenantes notamment des communautés locales et inciter à cette démarche ;
- coordonner la mise en œuvre des projets REDD+ ;
- vérifier la fiabilité de tout projet REDD+ et délivrer des lettres de non objection aux promoteurs avant la mise en œuvre desdits projets ;
- relayer les informations sur le processus REDD+ à toutes les parties prenantes nationales
- sensibiliser l'ensemble des acteurs nationaux sur le processus REDD+ ;
- assurer la mobilisation des experts nationaux et internationaux ;
- assurer le secrétariat technique du Comité National REDD+ et du Comité Interministériel REDD+ en liaison avec les Secrétaires désignés.

Ce cadre institutionnel a un caractère transversal et inclusif. Il vise à renforcer la synergie des différents acteurs et à garantir leur participation active au processus décisionnel et de mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+. Les enjeux majeurs identifiés dans cet arrangement institutionnel résident dans l'amélioration de la coordination et la concertation entre les différents acteurs ainsi que dans le renforcement de leurs capacités techniques, matérielles et financières afin de concrétiser l'intégration des Politiques et Mesures de la **Stratégie Nationale REDD+**.

**Le Groupe de Travail sur le SIS** comporte 16 membres issus de 13 institutions, dont 4 femmes. Les membres ont été choisis sur la base de leur appartenance à des institutions devant contribuer à la conception et à l'opérationnalisation du SIS et de leur expertise et/ou de leur connaissance sur l'évolution du processus de la REDD+ en Côte d'Ivoire. La composition du groupe de travail peut être consultée en Annexe I.

Le Groupe de travail a pour mandat de :

- s'engager dans le discours national sur les garanties environnementales et sociales ;
- soutenir la conception et le développement du SIS pour la Côte d'Ivoire en fournissant des commentaires itératifs sur les projets de documents de conception et en participant à des ateliers;
- participer à un processus d'interprétation nationale (clarification) des garanties REDD+ (et autres) pertinentes de la CCNUCC ;
- participer à un processus d'évaluation détaillée des politiques, des lois et des règlements traitant et respectant les garanties de la CCNUCC ;
- partager des informations sur les engagements internationaux et nationaux de sauvegarde en vue d'un accord sur une approche commune de la Côte d'Ivoire ;
- faciliter la coordination des activités entre partenaires de développement, projets et acteurs impliquant et soutenant des processus de sauvegarde dans le pays ;
- contribuer à assurer la compréhension et la capacité dans le pays, en particulier parmi les secteurs publics et de la société civile, sur les aspects de sauvegarde et d'avantages multiples de REDD +;
- contribuer à l'opérationnalisation du SIS.

## ***2.7. Autres cadres juridiques (lois et règlements), institutionnels et politiques en lien avec les actions REDD+***

Un organe dénommé, Programme National Changement Climatique, a été mis en place en Côte d'Ivoire, depuis 2012 avec pour mission principale de conduire la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques (<http://www.environnement.gouv.ci/pollutec/CTS3%20LD/CTS%203.4.pdf>).

Ce programme contribue à l'atténuation des gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique dans plusieurs secteurs dont le secteur forestier. La mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ s'inscrit dans le cadre global de la mise en œuvre de stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques. C'est ce programme qui conduit les activités dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (NDC), dont l'objectif pour la Côte d'Ivoire est de réduire les émissions des gaz à effet de serre à 28 % à l'horizon 2030.

Concernant le cadre juridique pour la REDD+, un rapport d'analyse plus détaillée produit en 2017 peut être consulté pour plus d'informations.<sup>12</sup> Un aperçu des principales dispositions pertinentes est présenté ci-après.

Pour ce qui est des textes juridiques, on peut citer les principales lois (auxquelles sont liés des ordonnances, décrets, arrêtés, décisions, etc. d'application) que sont :

- la Loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de la Côte d'Ivoire, qui consacre le droit de l'homme à un environnement sain ;
- la Loi n°95-553 du 17 juillet 1995 portant Code minier, dont les dispositions et l'application sont importantes pour la mise en œuvre de l'axe 5 de la Stratégie Nationale REDD+ (Exploitation minière respectueuse de l'environnement) ;
- la Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement, qui contient nombre de définitions clés, et définit le cadre légal relatif à la protection et la gestion durable de l'environnement biophysique et Humain ;
- la Loi n°2015-537 du 20 juillet 2015 d'Orientation Agricole, qui fournit les orientations en matière de politique agricole, en vue de rendre l'agriculture plus compétitive et respectueuse de l'environnement ;
- la Loi n°2014- 427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier ivoirien ;
- la Loi n°2002-102 du 11 février 2002 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et réserves naturelles qui apporte des innovations majeures dans le secteur des aires protégées, notamment le renforcement de leur régime juridique, l'instauration de cadres et de dispositions pour une plus grande implication des populations locales dans la gestion de ce patrimoine ;
- la Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural ;
- la Loi n°2014-390 du 30 Juin 2014 d'orientation sur le développement durable, qui définit le rôle de l'État et du secteur public dans la promotion du développement durable et des principes qui en découlent, notamment à travers l'adoption de politiques et stratégies nationales. Cette loi mentionne explicitement la REDD+ comme un moyen de valoriser les réductions des gaz à effet de serre, dans son article 20.

Pour ce qui est des principales politiques, stratégies, et autres documents d'orientation :

- **la nouvelle politique forestière 2017** : (voir Section 2.2.3 ci-dessus) ;
- **le Projet d'Investissement Forestier (PIF)- Banque mondiale** : adopté le 7 mars 2018, ses objectifs sont : la conservation et l'augmentation du stock forestier ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance des communautés vivant dans les zones cibles du programme et dépendantes des ressources de la forêt.<sup>13</sup> ;
- **la Stratégie nationale pour le changement climatique** (2015-2020) consiste à établir d'ici 2020 un cadre socio-économique durable qui intègre les défis du changement climatique dans tous les secteurs tout en s'efforçant d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations ;
- **le Plan National de Développement (PND)** : Le PND 2016-2020 est basé sur cinq (5) axes stratégiques et traite de la question de la préservation de l'environnement dans son axe 4

---

<sup>12</sup> FAO et SEP-REDD (2017) [Analyse du cadre juridique de la mise en œuvre de la REDD+ en Côte d'Ivoire](#), Abidjan.

<sup>13</sup> SiteWeb REDD+ Cote d'Ivoire. [Le Programme d'investissement Forestier de la Côte d'Ivoire adopté par le Gouvernement](#). Mars 2018.

intitulé le Développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et préservation de l'environnement. L'élaboration de la stratégie REDD+ y est référencée (Action 4.6.3 du PND) ;

- **le Plan National d'Actions de Reboisement (PNAR)** : l'objectif de ce plan est de réaliser plus de 150.000 ha de reboisement, en 10 ans, de 2005 à 2015. En 2011, afin de procéder à la mise en œuvre effective dudit programme, un PNAR a été élaboré pour la période 2011-2015. Son objectif principal était d'accroître le taux de couverture forestière nationale de 2011 à 2015 afin de renverser la courbe de la déforestation ;
- **le Plan Directeur du Développement Agricole 1992/2015** : vise à atteindre un niveau d'évolution souhaitable pour le monde rural, définir les changements de structure et de comportement jugés nécessaires et proposer, en termes de plans d'action quinquennaux, les solutions permettant de résoudre les problèmes identifiés soit par des mesures transversales pour des questions d'intérêt général, soit de façon verticale pour des filières de production spécifiques ;
- **le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA)** vise à: (i) améliorer la productivité et la compétitivité de l'agriculture; (ii) développer des secteurs susceptibles d'être affectés par l'impact du changement climatique; et (iii) assurer le développement durable du pays en protégeant un couvert forestier représentant tous les écosystèmes ivoiriens sur plus de 20 % du territoire; permet d'identifier les orientations, les programmes de développement agricole pour les prochaines années ainsi que la programmation des investissements. Le PNIA actuel, élaboré pour la période 2010-2015, est dépassé et que PNIA 2 est en cours de finalisation ;
- **la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique** : adoptée en 2016 pour la période 2016-2020, la vision globale est qu'à l'horizon 2025 la diversité biologique de la Côte d'Ivoire soit gérée de manière durable en vue de l'équilibre des écosystèmes, de l'amélioration de la qualité de vie des populations actuelles et de la préservation de l'héritage des générations futures ;
- **la Stratégie Nationale de Gestion des Ressources Naturelles Vivantes** : l'objectif général de ladite stratégie est de réduire de manière significative la perte continue et alarmante des ressources naturelles vivantes à travers leur gestion rationnelle et durable, en vue de préserver les intérêts socio-économiques et assurer leur conservation pour les générations futures ;
- **le Programme National de Sécurisation Foncière Rurale (PNSFR)** : Ce programme qui bénéficie de l'appui financier des bailleurs de fonds que sont la Banque Mondiale et l'Union européenne, a permis de réaliser des campagnes d'informations et de sensibilisation dans des départements qui ont abouti à la création des comités villageois et sous-préfectoraux de gestion foncière rurale, de former les acteurs de la mise en œuvre de la loi.

## **2.8. Projets et principales activités en lien avec le mécanisme REDD+**

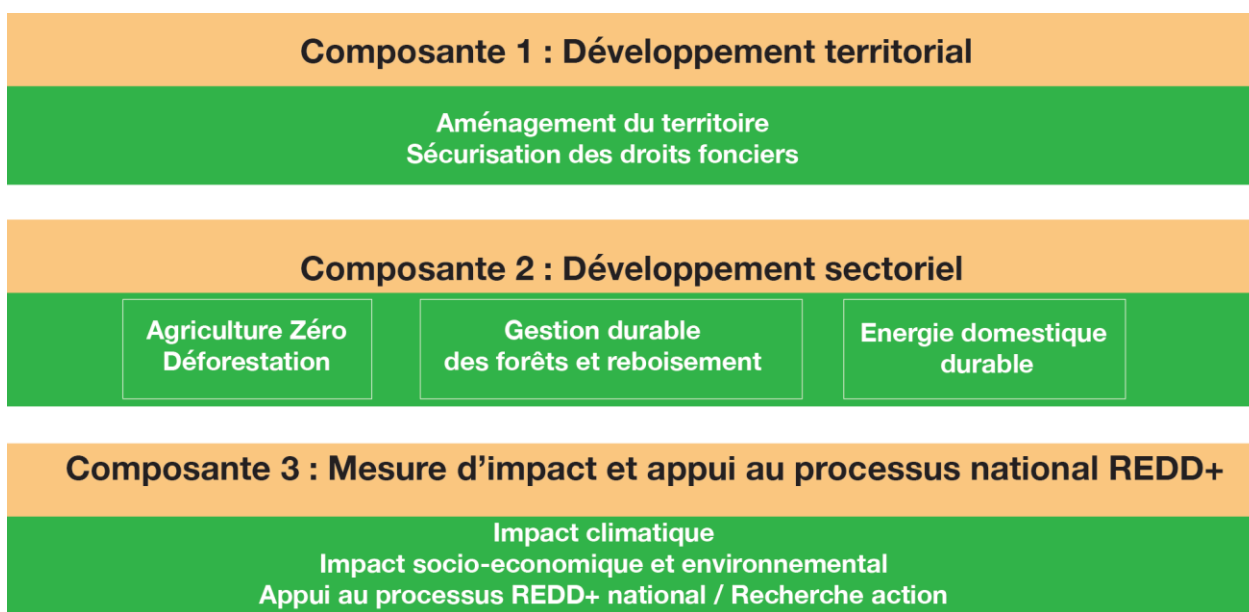
Certains projets/initiatives et de nombreuses activités liés à la REDD+ sont d'ores et déjà mis en œuvre sur le territoire national. Les trois principaux projets/initiatives à ce stade sont le projet REDD+ de la région de la Mé, le PIF-Banque mondiale.

### 2.8.1. Projet pilote REDD+ de la région de la Mé

Ce projet a pour objectif général de réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation tout en améliorant les conditions de vie des populations riveraines des forêts classées dans la région juridictionnelle de la ME. Il engage aussi des actions de sensibilisation pour d'ores et déjà préparer l'extension géographique du projet. Il a une durée prévisionnelle de 4 ans (2017-2020) pour un financement de 1,6 milliards de francs CFA au titre des premier et deuxième Contrats de Désendettement et de Développement (C2D) conclus entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française.

Ce projet se décline en trois (3) principales composantes comme indiqué ci-dessous.

Figure 6 - Composantes du Projet REDD+ de la ME



Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) est le maître d'ouvrage du projet qui est par ailleurs encadré par un Comité de Pilotage Régional.

NITIDAE (anciennement ETC TERRA) est chargée de la mise en œuvre du projet en étroite collaboration avec le SEP-REDD+.

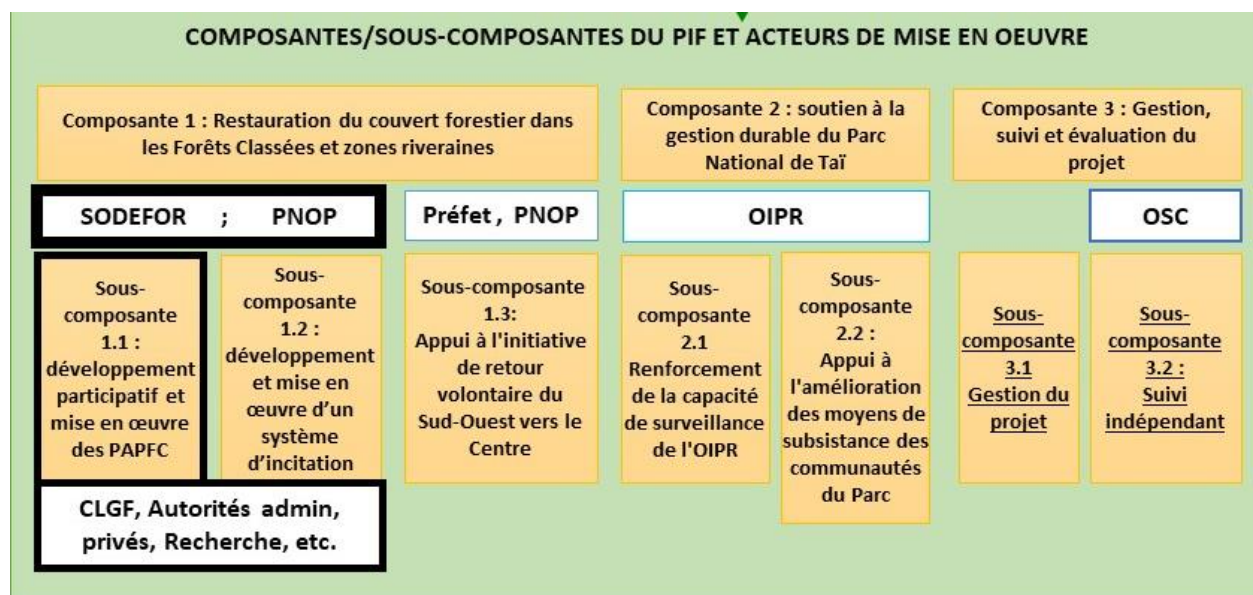
### 2.8.2. Projet d'Investissement Forestier- Banque mondiale

Le Projet d'Investissement Forestier (PIF) de la Banque mondiale a été adopté par le Gouvernement ivoirien en mars 2018. Le budget du projet est de 15 millions d'USD et doit être mis en œuvre de 2018 à 2023. Il comporte deux (2) composantes techniques principales que sont l'appui à la gestion durable du Parc National de Taï et la gestion durable des forêts classées sélectionnées dans le cadre du PIF- Banque mondiale. Cette dernière composante entre dans le cadre d'une agriculture zéro déforestation. Plusieurs activités doivent être mises en œuvre dont celles relatives au développement et à la mise en œuvre participative des plans d'aménagement des forêts classées, à l'appui aux retours volontaires du Sud-Ouest vers le Centre. L'objectif de développement du projet est de conserver et d'augmenter le stock forestier, et d'améliorer l'accès de communautés sélectionnées

aux revenus issus de la gestion durable des forêts au sein des zones cibles du projet. Les bénéficiaires directs du projet sont les agriculteurs et les communautés locales dépendant des forêts, soit une population estimée à 345 000 personnes dans la zone du projet.

La figure ci-dessous présente les composantes et principaux acteurs de mise en œuvre du PIF-Banque mondiale.

Figure 7- Composantes et acteurs d'exécution du PIF-Bm



La coordination technique du PIF est assurée par le SEP REDD+ et la coordination générale par l'Unité Intégrée d'Administration des Projets qui est un organe mis en place par le MINEDD et la Banque mondiale pour l'administration de tous les projets logés au MINEDD et financés/cofinancés à travers la Banque mondiale.

### 2.8.3. Projet Récupération de la Couverture Forestière et Amélioration de la Résilience dans le Centre de la Côte d'Ivoire

Approuvé en 2018 pour un montant total de 9 millions US\$ financé par le Programme d'Investissement Forestier de la Banque Mondiale, le projet « Récupération de la Couverture Forestière et Amélioration de la Résilience dans le Centre de la Côte d'Ivoire » est mis en œuvre par la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Ministère des Eaux et Forêts. Il a pour objectifs de (i) préserver les écosystèmes du bassin du Niger en réduisant le processus d'envasement dans le fleuve Niger ; ii) améliorer la résilience des systèmes de production agro-pastoraux ; iii) améliorer la gestion intégrée et partagée des ressources naturelles ; et iv) augmenter la couverture forestière dans l'ancien bassin de cacao.

Le coût total du projet est estimé à 30,2 millions USD et sera cofinancé par la BAD, le PIF, le Fonds vert pour le climat, l'Union européenne et le gouvernement de la Côte d'Ivoire. Le projet vise à une réduction d'émissions de 7 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> sur une période de 25 ans.



#### **2.8.4. Programme CACAO Life**

Le projet de transformation de chaînes d'approvisionnement du cacao, il initie et teste la mise en œuvre de l'accord-cadre entre Mondelez International et le Gouvernement ivoirien (représenté par le Ministère en charge de l'Environnement) pour un cacao « ami de la forêt ». Le projet vise à mettre en œuvre effectivement une chaîne d'approvisionnement cacao ami de la forêt, zéro déforestation, dans un bassin d'approvisionnement important de Mondelez International, afin d'atténuer les effets du changement climatique tout en soutenant les petits producteurs et les initiatives locales d'utilisation durable des terres pour répondre ainsi aux engagements de Mondelez et du Gouvernement de Côte d'Ivoire à lutter contre la déforestation. Pour une durée de trois (03) ans (2016- 2018), le projet est structuré autour de cinq types d'activités :

- Informer et impliquer les populations locales ;
- Cartographier le bassin d'approvisionnement de Mondelez ;
- Compléter le système de traçabilité et soutenir les producteurs ;
- Soutenir les Plans Locaux d'Utilisation des Terres Durables (PLUTD) ;
- Suivi, évaluation, communication.

La zone d'intervention est la Région de la Nawa. En qualité de Partenaires de mise en œuvre, le Ministère en charge de l'Environnement à travers le SEP-REDD+, assure la Coordination Générale et le Suivi-Evaluation du projet.

Dans le cadre de ce programme, le projet « Paiements pour Services Environnementaux (PSE) » vise à améliorer simultanément la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les conditions de vie des planteurs tout en assurant la préservation des forêts restantes et la conservation de la biodiversité dans les bassins d'approvisionnement de Mondelez.

Pour ce faire, les activités sont organisées et menées avec la population locale, sous l'assistance technique directe de l'ONG IMPACTUM.

Les résultats du projet PSE en août 2018, ont indiqué que (i) 646 candidats au PSE ont été recensés, (ii) 176 producteurs ont été formés à l'agroforesterie, (iii) 3 organisations de femmes ont été formées aux techniques de production d'arbres forestiers, (iv) 3 sites de pépinières ont été créés avec une capacité de production de 100 000 arbres forestiers et (v) 145 contrats individuels ont été préparés.

### **3. Processus de développement du premier résumé d'informations de la Côte d'Ivoire**

Le développement du présent document a été conduit par la Cellule Sauvegardes du SEP-REDD+, en liaison étroite avec le Groupe de Travail du SIS et avec l'appui de l'ONU-REDD. Au long de trois réunions de travail, il a été possible de s'accorder sur la portée et la structure du document ainsi que son contenu, d'une manière qui convienne à l'ensemble des institutions impliquées. La version finale 'technique' du rapport ainsi obtenue a ensuite été transférée aux organes de la Commission Nationale REDD+ pour validation.

Les activités et résultats du processus du développement de ce premier Résumé d'informations sont résumés dans le chronogramme ci-dessous.

*Tableau 3 – Chronogramme des activités suivies pour l'élaboration du premier résumé d'information de la Côte d'Ivoire*

Date	Description de l'activité	Résultats
19 Septembre	Première réunion de travail du Groupe de Travail sur le SIS	Accord sur la structure du résumé et sur le chronogramme pour finalisation
20 Sept - 8 Oct	Rédaction du draft du Résumé d'Informations	Draft complet première version pour partage avec l'ensemble du Groupe de Travail sur SIS et autres parties prenantes
8 Oct - 15 Oct	Ouverture du document pour commentaires (voie électronique)	Commentaires et inputs sur les différentes sections du document
16-17 Oct	Deuxième réunion de travail – Ouverture du document pour commentaire lors des sessions	Commentaires et inputs sur les différentes sections du document
18 Oct	Intégration des commentaires dans le draft du document	Draft avec ensemble des commentaires intégrés (suivi des modifications)
19 Oct	Revue et finalisation du document	V.2 du Résumé d'information avec ajustements éventuels requis lors de la réunion de finalisation
19 Oct– 11 Nov	Finalisation (intégration des commentaires émis le 19, le cas échéant)	Version finale pour envoi à la CN-REDD pour validation interne
11 Nov-1 Dec	Validation par la CN-REDD	Version validée
Avant le 15 Décembre	Publication sur le site de la CCNUCC	Résumé d'information de la Côte d'Ivoire en ligne sur le site de la CCNUCC

## 4. Approche des garanties en Côte d'Ivoire

La clarification des garanties de la CCNUCC dans le contexte ivoirien s'est faite en plusieurs étapes. Tout d'abord, une analyse des risques et bénéfices de politiques et mesures d'options stratégiques déclinées dans la stratégie nationale REDD+ a fait l'objet de plusieurs itérations au sein de l'équipe mandatée pour piloter le processus d'élaboration du SIS Côte d'Ivoire.



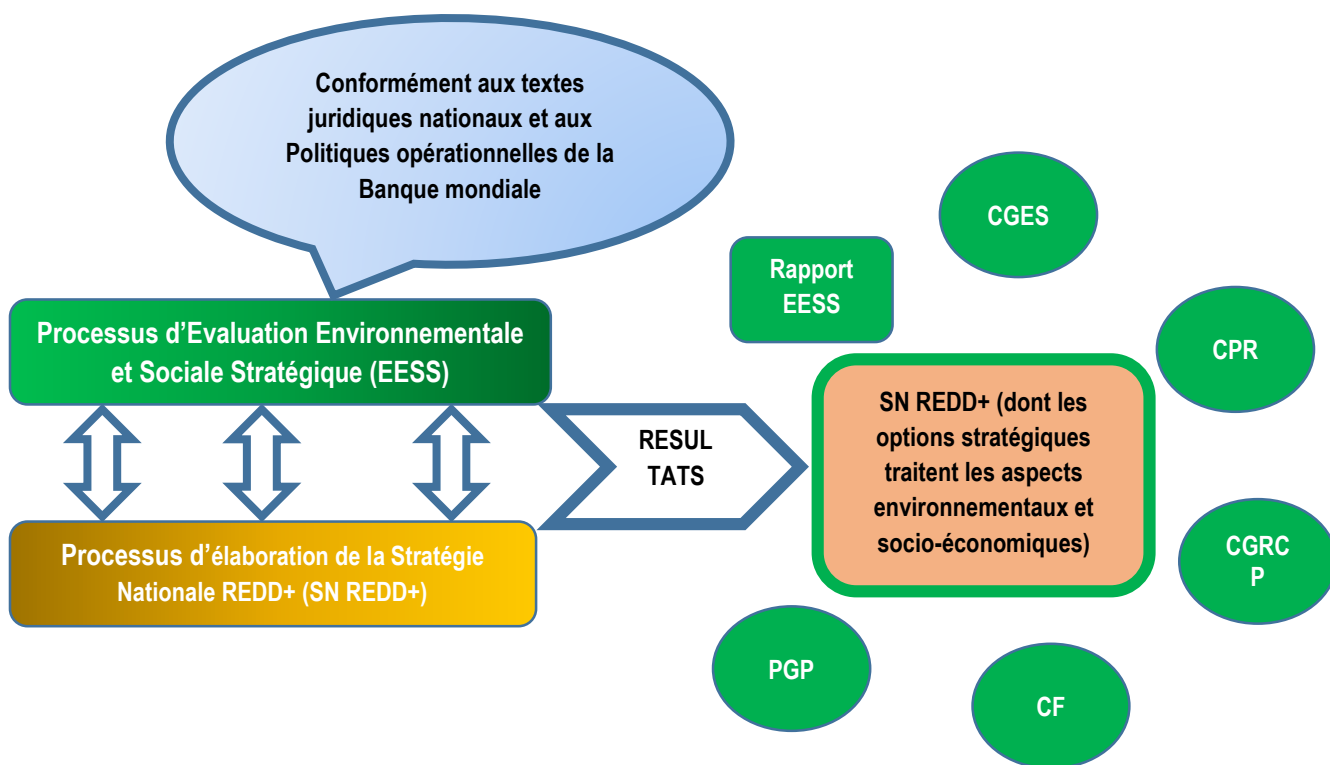
Cette analyse a été suivie par une analyse itérative du cadre légal et institutionnel en Côte d'Ivoire en lien direct ou indirect avec la prise en compte des garanties. Par la suite, plusieurs parties prenantes regroupées au sein du Groupe de Travail du SIS ont apporté leurs contributions à la consolidation de cette analyse au cours de plusieurs séances de travail.

#### 4.1. Processus d'analyse et de gestion des risques environnementaux et sociaux et clarification nationale des garanties REDD+

Pour l'atteinte des objectifs de la REDD+ en Côte d'Ivoire, huit options stratégiques ont été conçues dans le cadre de la Stratégie Nationale REDD+ (stratégie couvrant la période 2017-2030) (voir Section 2.5). Les options stratégiques d'intervention définies intègrent des dispositions de prévention et de gestion des aspects environnementaux et sociaux. En effet, l'élaboration de la stratégie de manière itérative avec l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS), a permis l'intégration aux options stratégiques des dispositions visant à optimiser les enjeux et impacts positifs et à supprimer, atténuer et/ou ceux qui sont négatifs et à définir des rapports-cadres de sauvegardes.

Ces rapports-cadres que sont le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), le Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques (CGRCP), le Cadre Fonctionnel (CF) et le Plan de Gestion des Pestes (PGP), définissent des dispositions et mécanismes spécifiques pour une maîtrise des risques liés aux thématiques qu'elles abordent et une optimisation des opportunités (figures ci-dessous).

Figure 8 – Approche globale d'élaboration de la Stratégie Nationale REDD+ basée sur des itérations avec l'Évaluation Environnementale Sociale Stratégique (EESS)



Une synthèse des risques et impacts potentiels de chacune des huit options stratégiques est disponible dans le document de la Stratégie Nationale REDD+ (Section 5.3.1, page 86 dudit document), tandis ce que le rapport de l'EESS analyse les bénéfices et risques spécifiques pour chaque politique et mesure qui sous-tend chaque option stratégique. Sur les huit options décrites dans le document de la stratégie nationale REDD+, trois ont d'ores et déjà été analysées en détail : 1) Agriculture zéro déforestation en partenariat privé-public (OS1) ; 2) Gestion durable des forêts et conservation des aires protégées (OS3) et 3) Système d'incitation de type Paiement pour Services Environnementaux (OS6).

Le choix de ces options stratégiques a été fait en se basant sur les principaux moteurs de la déforestation et la volonté d'impliquer la population dans une gestion durable et participative des forêts.

Dans cette analyse, pour chaque bénéfice ou risque identifié, sa probabilité, son impact et les garanties concernées sont précisées (Détails disponibles dans le [rapport de l'EESS](#)). Le SIS étant un processus dynamique, l'analyse des bénéfices et risques des politiques et mesures des options stratégiques non ciblées dans le document actuel du SIS pourrait être actualisée en prélude à l'opérationnalisation des versions ultérieures.

Le tableau ci-dessous présente une sélection de risques et bénéfices des Politiques et Mesures prévues en application de 3 des options stratégiques de la Stratégie Nationale REDD+. La liste complète des risques et bénéfices identifiés pour ces trois options peut être consultée dans l'Annexe 2 du [document de feuille de route du SIS](#).

*Tableau 4 – Risques et bénéfices des Politiques et Mesures prévues en application de trois Options Stratégiques : exemple illustratif*

POLITIQUES ET MESURES (PM)	RISQUES (surlignés en bleu) ET BENEFICES Principaux
OS1 : AGRICULTURE ZERO DEFORESTATION EN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	
PM 3 : Soutien aux petits producteurs pour l'amélioration de la productivité	Risques sur la sécurité alimentaire du pays par conversion des cultures vivrières en cultures de rente.
	Permet l'intensification agricole, la modernisation et la structuration accélérées de filières agricoles plus rentables, sur des espaces agricoles mieux stabilisés.
PM spécifiques liées au CACAO	
PM 1 : Découplage entre cacao culture et déforestation dans le domaine rural	Possibilité d'instaurer des labels « filières durables » rémunérateurs à l'export, pour les productions cacaoyères s'insérant dans la dynamique « Agriculture zéro déforestation ».
	Risques de pollution des milieux (sols, eaux, air...) par l'excès ou le mauvais usage des produits phytosanitaires et des autres intrants agricoles.

POLITIQUES ET MESURES (PM)	RISQUES (surlignés en bleu) ET BENEFICES Principaux
OS3 : Gestion Durable des forêts et conservation des aires protégées	
PM 1 : Renforcement de l'exploitation légale et durable du bois à travers la mise en œuvre du processus APV-FLEGT et autres mécanismes de certification de la gestion durable	maintient/augmente les revenus et les emplois du secteur privé et la fiscalité forestière de l'État.
	Risque d'existence temporaire ou d'abandon du système de traçabilité en raison de ses coûts de mise en place et ses coûts récurrents de fonctionnement.
OS 6 : Mise en place d'un système d'incitation du type paiement des services environnementaux (PSE)	
PM1 : Mise en place de quatre modalités de PSE	Favorise l'implantation de dispositifs PSE des écosystèmes forestiers et non forestiers (eau, sols, PFNL...), actuellement non organisés, sauf pour le SE carbone avec la REDD+ en cours.
	Risque de perturbation ou de mise à l'écart des acteurs du secteur informel avec baisse de leurs revenus et augmentation de leur précarité.

## 4.2. Processus d'élaboration du Système d'Informations sur les Sauvegardes (SIS)

Une feuille de route pour l'élaboration du SIS a été établie en juin 2018 et fournit un plan de travail détaillé pour la coordination du travail restant à achever pour construire et gérer le SIS entre les différentes institutions concernées. Le document-cadre qui permettra de mettre en place le dispositif du SIS a été élaboré par le biais d'un processus d'étroites collaborations entre les acteurs clés et les experts, les membres du Groupe de Travail sur le SIS et les communautés locales.

### 4.2.1. Étapes de l'élaboration du SIS

Le processus d'élaboration du document du SIS Côte d'Ivoire s'est fait en cinq étapes :

1. Examen des travaux existants, évaluation des bénéfices et risques des politiques et mesures REDD+ telle que déclinée dans la Stratégie Nationale REDD+ de la Côte d'Ivoire, clarification des garanties de Cancun de la CCNUCC ;
2. Détermination des objectifs du SIS ;
3. Détermination des besoins et de la structure de l'information SIS ;
4. Examen des systèmes et sources d'informations existants ;
5. Préparation du document-cadre du SIS (feuille de route).

Pour la réalisation de ces étapes, les activités suivantes ont été menées : (i) Mise en place d'un Groupe national de Travail sur les Sauvegardes ; (i) Revue bibliographique ; (ii) Quatre réunions du

Groupe de Travail ; (iii) Deux ateliers de consultation avec un groupe plus large des parties prenantes comprenant la société civile, le secteur privé et les institutions de recherche.

Le démarrage effectif du projet a été précédé par des séances d'information et de formation des parties prenantes, y compris le CSRS, par la Conseillère Technique forêts et Changement Climatique de l'ONU Environnement. Tout le long du processus, les avis techniques d'experts du SEP-REDD et de l'ONU REDD étaient sollicités.

#### **4.2.2. Contributions reçues et activités menées pour concevoir le SIS**

La Société Civile est représentée dans le Groupe de travail sur le SIS par deux ONG (Nitidæ anciennement Etc Terra et Impactum) et par une représentante de l'Observatoire Ivoirien des Ressources Naturelles (OIREN) qui regroupe une centaine d'ONG dans le domaine de la conservation et du développement durable en Côte d'Ivoire.

En outre, la plupart des institutions membres du Groupe de Travail ont une longue tradition de collaboration avec la Société Civile et sont censées mettre sur la table, les préoccupations généralement exprimées par la Société Civile. Ainsi, les résultats de consultations antérieures de la Société Civile ont été capitalisés à l'instar de résultats de l'analyse sociale et environnementale stratégique.

A mi-parcours, une séance de travail a permis d'informer les représentants de 10 Organisations de la Société Civile sur le processus en cours. En outre, 18 organisations de la Société civile ont participé activement à la finalisation du document-cadre (feuille de route) du SIS de la Côte d'Ivoire ainsi que des représentants de communautés rurales, du secteur privé (APROMAC, AIPH) et d'autres institutions de recherche comme le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES).

Il est prévu que la Société civile soit davantage consultée dans la phase d'opérationnalisation du SIS. En outre, elle bénéficiera, à l'instar d'autres parties prenantes, de formations sur l'utilisation de la plateforme technologique SIS.

### **4.3. Approche de gestion des garanties environnementales et sociales**

#### **Généralités**

Un cadre de suivi et évaluation de la Stratégie Nationale REDD+ a été élaboré pour aider les décideurs et les acteurs à prendre des décisions capitales sur la manière d'améliorer le pilotage des programmes et initiatives permettant de mettre en œuvre la Stratégie Nationale REDD+. Pour chacun de ces programmes et initiatives, des systèmes de suivi-évaluation sont ou seront élaborés afin de renseigner le cadre global de suivi-évaluation de la Stratégie Nationale REDD+. Les membres de la Commission Nationale REDD+ (CN REDD+, CTI REDD+ et SEP-REDD+) constituent une plateforme solide pour faciliter l'intégration de la stratégie dans les politiques sectorielles et le suivi, l'évaluation et l'examen des progrès et des performances de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+.

En plus du cadre global de suivi-évaluation qui sera actualisé pour prendre en compte la phase de mise en œuvre du processus REDD+, trois outils accessibles et transparents permettront d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ :

- Le Système National de Surveillance des Forêts ;
- Le Registre National REDD+ ;
- Le Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS).

### **Approche de gestion**

Comme indiqué à la section 4.1, divers rapports-cadres de sauvegardes environnementale et sociale et le rapport de l'EESS (en cours de validation par l'autorité nationale compétente : Agence Nationale de l'Environnement) ont été élaborés dans le cadre du processus de l'EESS de la Stratégie Nationale REDD+.

Le rapport de l'EESS, en plus d'avoir permis le traitement des aspects environnementaux et socio-économiques dans la conception des options stratégiques, fait des recommandations complémentaires de sauvegardes pour la mise en œuvre des options stratégiques.

Quant aux rapports-cadres, de manière générale et tout en respectant les textes juridiques nationaux ainsi que les politiques de sauvegardes des partenaires techniques et financiers, ils (par rapport aux thématiques qu'ils abordent) :

- mettent en évidence les enjeux, contraintes, problématiques, opportunités et principaux impacts potentiels ;
- définissent les dispositions, mécanismes et procédures de prévention, d'atténuation, de compensation ainsi que les arrangements institutionnels à mettre en place par rapport à la Stratégie Nationale REDD+ de manière générale et spécifiquement à la mise en œuvre des sous-programmes, projets et sous-projets qui découleront de la SN REDD+ ;
- définissent les orientations et dispositions de surveillance et de suivi environnemental et social appropriées.

La planification et l'exécution des programmes, projets et sous-projets en lien avec la SN REDD+ seront réalisés en respectant les mesures prévues par le rapport de l'EESS et ces rapports-cadres sous la supervision et la coordination de la Commission Nationale REDD+ à travers le SEP REDD+.

L'un des outils importants dans cette approche est le manuel d'homologation des projets REDD+ ; manuel qui permettra la mise en œuvre effective des mesures de sauvegardes prévues. En effet, à travers les directives du manuel d'homologation, chaque programme, projet et sous-projet prendra en compte les mesures de sauvegardes dans leur conception et exécution, et feront l'objet de surveillance et de suivi environnemental et social.

Les promoteurs ou acteurs de projets REDD+ pouvant être des organes publics, des opérateurs privés, des populations ou des organisations de la société civile, une vulgarisation et des formations à l'attention de ces acteurs seront entreprises par le SEP REDD+ (qui dispose d'une cellule de sauvegardes environnementale et sociale). Ces acteurs seront appuyés techniquement et supervisés par le SEP REDD+ pour s'assurer du respect des mesures de sauvegardes, optimiser la maîtrise des risques et l'accroissement des opportunités. Dans le cadre de ces supervisions (surveillance et suivi environnemental et social), des données seront collectées et analysées ; données devant alimenter le SIS.

#### 4.4. Développement du mécanisme de règlement des plaintes (MRP)

Pour élaborer le MRP, le SEP-REDD+ a mené une étude sur le mécanisme des plaintes existantes et de recours en concertation avec les différentes parties prenantes nationales. Les résultats de cette étude ont été intégrés dans la Stratégie Nationale REDD+ qui décrit le MRP comme suit :

- Objectif global : prévenir et faciliter le règlement des éventuels conflits concernant la gestion des ressources naturelles. Pour cela, le MRP met en avant la médiation pour la résolution des conflits et plaintes liés aux activités du mécanisme REDD+. Il n'est cependant pas exclu que soient appliquées les dispositions du code forestier, du code foncier rural ou toutes autres lois applicables en matière de gestion des ressources concernées.
- Statut : Le MRP a été élaboré et sera accessible aux populations afin de bien gérer les plaintes sur l'ensemble du territoire national.
- Structure : Pyramidale avec trois niveaux (traditionnel, administratif et national) avec des organes ou instances spécifiques de médiation. Le dispositif part de l'unité de base constituée par le village (où le projet est exécuté) au sommet qui est le niveau national. Le principe de base est premièrement de s'appuyer sur les comités de gestion des plaintes déjà existants aux différents échelons en leur attribuant une mission REDD+.
- Fonctionnement :
  - Les instances de règlements traditionnelles et villageoises constituent le premier degré ou niveau de réception et de traitement des plaintes. Elles sont ouvertes à tout plaignant sans condition de forme.
  - Les recours contre les décisions rendues au premier degré sont reçus et traités en second ressort, devant l'instance de règlement administratif de base qu'est le Comité Sous-préfectoral.
  - Pour cela, lorsque le comité sous-préfectoral est saisi d'une plainte, il vérifie qu'elle a fait l'objet d'un traitement préalable au niveau coutumier. Il conserve le droit de renvoyer le plaignant devant les instances coutumières.
  - Le refus du plaignant de porter son affaire devant les autorités coutumières doit être motivé. Lorsque des raisons suffisantes (conflit d'intérêt par exemple), indiquent que l'affaire ne peut pas faire l'objet d'un traitement équitable, au niveau coutumier, l'instance sous-préfectorale s'en saisit.
  - Les décisions du Comité sous-préfectoral peuvent faire l'objet d'appel devant le Comité départemental lorsqu'une partie n'est pas satisfaite. Celles rendues par une instance départementale peuvent être attaquées devant le comité régional.
  - Le Comité national de pilotage (CN-REDD+) interviendra en dernier ressort. De même, à tous les niveaux de la procédure, le plaignant conserve le droit de saisir les tribunaux.

Le MRP est un outil important pour aider à réduire les risques sociaux associés à la REDD +, en particulier l'accès réduit à la terre et aux ressources parmi les communautés locales. En tant que tel, il est essentiel pour s'assurer que les sauvegardes B, C et D sont prises en compte et respectées.

## 5. Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) de la Côte d'Ivoire

L'élaboration d'un Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) est une des conditions que les pays qui souhaitent participer à la REDD+, telle que négociée au titre de la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), et qui cherchent à obtenir des paiements sur la base des résultats d'actions REDD+, doivent satisfaire.

### 5.1. Objectifs et fonctions

L'Objectif général du SIS de la Côte d'Ivoire est de compiler et présenter des informations pertinentes pour montrer à la CCNUCC et aux parties prenantes comment les garanties de Cancun sont prises en compte et respectées lors de la mise en œuvre des actions REDD+.

Le SIS est le principal outil utilisé pour produire le résumé d'information. Il assure quatre fonctions principales :

1. Compilation et gestion de l'information sur les garanties
2. Analyse et interprétation des informations sur les garanties
3. Contrôle et assurance de la qualité de l'information sur les garanties
4. Diffusion et utilisation de l'information sur les garanties

Compte tenu du fait que les activités REDD+ viennent à peine de démarrer avec des projets pilotes, il est trop tôt pour élaborer un SIS complet qui produise des informations sur la prise en compte et le respect des garanties, tels que ces termes sont entendus dans le contexte national. Ainsi, il a été décidé d'élaborer dans un premier temps, un SIS version 1 (SIS v1) qui mettra l'accent sur l'architecture du système et la prise en compte des garanties, et plus tard un SIS version 2 (SIS v2) qui mettra l'accent sur le respect des garanties lorsque les mesures REDD+ auront des résultats capitalisables. Une telle approche répond également à l'accent mis par la CCNUCC sur des approches itératives dans l'élaboration des piliers de base de la REDD+ et reflète l'expérience internationale d'autres pays en développement engagés dans le mécanisme REDD+.

### 5.2. Structure du SIS

Pour compiler l'information, une structure de Principes, Critères et Indicateurs (PCI) a été adoptée.

**Les Principes** sont de larges déclarations d'intention et d'aspirations. Dans le cadre de la conception du SIS du pays, les garanties clarifiées dans le contexte national constituent *les principes*.

**Les critères** sont des énoncés plus spécifiques de contenu thématique. Dans le cadre de la conception du SIS, les éléments clefs des garanties constituent *les critères*. Ces éléments clés sont aussi spécifiés dans le contexte national.

Les critères permettent une vision détaillée de ce que signifierait la prise en compte et le respect des garanties. Ils constituent les unités de traitement de l'information dans le SIS et seront assortis à terme d'indicateurs qui permettront un suivi de leur application.



**Les indicateurs** sont des attributs quantitatifs, qualitatifs ou des descriptifs détaillés correspondant à un critère particulier. En fait, chaque critère peut être décrit par un ou plusieurs indicateurs. On distingue trois types d'indicateurs :

- Indicateurs de structure : l'existence des Politiques, Lois et Règlements et d'un cadre institutionnel qui abordent la sauvegarde
- Indicateurs de processus : comment les Politiques, Lois et Règlements sont mises en œuvre pour respecter les sauvegardes
- Indicateurs de résultats : les impacts environnementaux et sociaux résultant de la mise en œuvre des Politiques, Lois et Règlements sur le terrain.

Une fois la liste finale des indicateurs consolidée pour chaque critère, une liste des informations nécessaires à la vérification de ces indicateurs sera établie, ainsi que la liste des institutions responsables pour la fourniture de ces données. Des accords seront ensuite développés avec ces institutions pour officialiser leur contribution au SIS. Une liste préliminaire des principales structures étatiques envisagées comme prenant part à la fourniture d'informations, ainsi que leur mandat, est incluse en Annexe II.

Le SIS sera à terme associé à une base de données rassemblant des informations sur :

1. La manière dont les critères nationaux sont pris en compte en ce qui concerne les cadres politique, juridique et réglementaire existants, les lacunes en la matière et les mesures proposées pour combler ces lacunes ; et
2. La manière dont les critères nationaux sont respectés lors de l'application pratique des cadres politique, juridique et réglementaire existants, ainsi que les lacunes et les faiblesses de cette application et les mesures correspondantes pour combler les lacunes identifiées.

### **5.3. Aspects institutionnels**

L'administration du SIS sera assurée par une institution étatique par souci de durabilité. Cette institution impliquera d'autres institutions étatiques et des institutions non étatiques dans la réalisation des différentes fonctions du SIS à travers différents arrangements.

Le SEP-REDD+ aura donc en charge l'opérationnalisation et le bon fonctionnement du SIS en collaboration étroite avec d'autres institutions étatiques et non gouvernementales conformément à l'ambition affichée dans le document de la Stratégie Nationale REDD+. En tant que responsable de l'administration du SIS, le SEP-REDD+ s'engagera à travers des Conventions, avec l'ensemble des institutions listées dans le tableau précédent et d'autres institutions pour participer :

- A la fourniture de données permettant de renseigner sur la prise en compte et le respect des garanties ;
- A l'analyse des données en tant que membre de la Cellule Externe de Contrôle qualité et d'Appui au traitement des données ;
- Au contrôle qualité des données analysées et des analyses effectuées dans un processus itératif entre le SEP-REDD+ et la Cellule Externe de Contrôle qualité et d'Appui au Traitement des données.



Le SEP-REDD+ est effectivement outillé pour administrer le SIS et fédérer les autres institutions listées dans le tableau inclus en Annexe II et d'autres institutions non listées y compris les institutions de recherche, les structures privées, les ONG et les partenaires techniques et financiers. La plupart de ces institutions seront sollicitées pour fournir les données permettant de renseigner sur la prise en compte et le respect des garanties. Les institutions de recherche comme le CSRS et quelques ONG comme Nitidæ seront sollicitées en plus pour participer à l'analyse des données et au contrôle qualité à tous les niveaux.

Par ailleurs, le SEP-REDD+ est impliqué et dispose d'une base de données sur la plupart des activités en lien direct ou indirect avec les garanties environnementales et sociales (Mécanismes de Règlement des Plaintes, inventaires forestiers nationaux, Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Mécanisme REDD+, Registres de projets pilotes...) et capitalise une bonne expérience dans la conception et la gestion de systèmes d'informations. C'est le cas, notamment du Système National de Surveillance des Forêts (SNSF).

#### **5.4. Interface**

Les données collectées sur la mise en application des PCI-REDD+ seront centralisées dans une base de données au niveau du SEP-REDD+, et feront l'objet de traitements et d'analyse pour mettre en évidence de manière claire, transparente et fiable, la prise en compte et le respect des garanties. Ainsi, à terme, le rapport du traitement et de l'analyse des données devrait faire ressortir :

- Le niveau de la prise en compte des aspects socio-environnementaux les politiques publiques dans le cadre du processus REDD+ ;
- Le niveau de la prise en compte des aspects socio-environnementaux par les initiatives privées REDD+ (promoteurs des projets / programmes) ;
- L'impact des projets / programmes REDD+ sur l'amélioration des conditions de vie des populations (particulièrement les communautés locales et les populations autochtones), et la préservation de l'environnement ;
- Les actions/activités REDD+ occasionnant des non-respects des garanties.

Le SIS sera doté d'une interface non-publique et d'une interface publique. L'interface non-publique est la partie de la plateforme dédiée principalement à la collecte des données, à leur contrôle qualité et aux tâches administratives. L'interface publique de la plateforme permettra aux utilisateurs (toutes personnes disposant d'une connexion internet) de faire des requêtes simples pour accéder aux informations sur la prise en compte et le respect des garanties. Les utilisateurs auront aussi accès à la matrice d'évaluation de la prise en compte et du respect des garanties et à la liste des vérificateurs et leurs sources de vérification.

#### **5.5. Sources d'informations**

Les principales sources d'informations déjà identifiées pour le SIS comprennent le SNSF, le Système d'information foncière rural, le Mécanisme de Règlement des Plaintes (MRP), le mécanisme APV-FLEGT et la surveillance et le suivi environnemental et social spécifiques des programmes, projets et sous-projets.

### Système National de Surveillance des Forêts (SNSF)

Conformément aux exigences du mécanisme REDD+, la Côte d'Ivoire a mis en place un Système National de Surveillance des Forêts (SNSF), dont le rôle est de :

- Surveiller et Mesurer les émissions et absorption anthropiques des GES, des stocks de carbone forestier et des modifications de superficie forestière ;
- Notifier régulièrement ces estimations de façon cohérente et la plus exacte possible, afin de réduire les incertitudes ;
- Être transparent avec des résultats disponibles pour pouvoir être vérifiés.

Du point de vue des données, le SNSF a permis au pays de disposer :

- De cartes sur la dynamique forestière entre 1986 et 2015 ;
- Des données de biomasse forestière relative à chaque zone phytogéographique de la Côte d'Ivoire.

Le SNSF est une source importante d'informations spécifiques sur la prise en compte / respect des garanties E, F, G. Le SNSF et le SIS seront reliés, permettant aux utilisateurs du SIS d'accéder facilement et d'interpréter des données spécifiques du SNSF dans le contexte des sauvegardes

### Système d'intégration rurale

Le Programme National de Sécurisation du Foncier Rural (PNSFR), mis en place par le Ministère de l'Agriculture, a pour but global d'intégrer les systèmes fonciers ruraux coutumiers dans le système légal conformément à loi relative au Domaine Foncier Rural.

Le programme comprend une base de données en ligne des territoires délimités qui est pertinente à plusieurs Garanties, notamment les Garanties C et D qui concernent les droits des communautés locales.

### Mécanisme de Règlement des Plaintes (MRP) – Voir Section 4.4

### APV-FLEGT

En février 2013, la Côte d'Ivoire et l'UE ont commencé à négocier un Accord de Partenariat Volontaire (APV) pour promouvoir le commerce des produits ligneux légaux et améliorer la gouvernance forestière dans le cadre du programme FLEGT (*Forest Law Enforcement, Governance and Trade*).

Dans le cadre d'un APV, la Côte d'Ivoire mettra en place un système d'assurance de la légalité du bois afin de pouvoir délivrer des autorisations FLEGT aux produits forestiers vérifiés légaux. Le processus de l'APV est participatif et appuie l'observation indépendante de la gouvernance forestière mandatée par le gouvernement ivoirien et mené par la société civile.

Observateur indépendant mandaté, le Wild Chimpanzee Foundation (WCF), en partenariat avec les organisations de la société civile nationale, publie les rapports sur les illégalités forestières et problèmes de gouvernance dans les forêts classées. Ces rapports sont une source d'informations importantes et donc pertinentes concernant la prise en compte et le respect de plusieurs Garanties concernant les forêts classées, surtout F et G concernant l'inversion et le déplacement de déforestation/dégradation.

Surveillance et le suivi environnemental et social spécifiques des programmes, projets et sous-projets (voir section 4.3)

Les données qui seront produites par le SEP REDD+ en collaboration avec les acteurs des programmes, projets et sous-projets REDD+ seront intégrées au SIS.

## **6. Clarification (interprétation) de la prise en compte des garanties de Cancun**

Conformément à la décision de la CCNUCC 17/CP.21 qui « *engage [...] les pays en développement parties à améliorer les informations communiquées dans le résumé des informations [...], compte tenu d'une démarche par étapes* », ce résumé d'information constitue une première étape, dans le contexte de la mise en œuvre progressive de la Stratégie Nationale REDD+, et de la mise en place progressive du SIS.

Les tableaux présentés dans les sections suivantes détaillent, pour chacune des garanties :

- Le texte original de la garantie tel que déterminé dans la décision CCNUCC 1/CP.16 ;
- le texte du principe qui constitue la clarification (interprétation) nationale de chaque garantie ;
- La liste des critères qui, une fois satisfaits, constituent la prise en compte et le respect des garanties selon leur clarification nationale (certains critères sont relatifs à la prise en compte, d'autres au respect) ;
- Une description de l'application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+. Pour l'ensemble des PLRs listées, le texte original est accessible via un lien hypertexte renvoyant à une base de données en ligne maintenue par le SEP-REDD+ ;
- Une description des lacunes identifiées dans le corpus des PLRs existants ou dans leur application, ainsi que les réponses qui pourraient y être apportées.

## 6.1. Sauvegarde A

**Texte de la Garantie A tel que prévu par la CCNUCC :** Nécessité de veiller à ce que les activités [REDD+] viennent en complément des objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ou soient compatibles avec ces objectifs.

### Texte du principe national correspondant :

Dans une synergie d'actions, les activités REDD+ sont cohérentes et complémentaires des politiques et programmes forestiers (ex : Programme National d'Investissement Forestier). Ces programmes nationaux et sous régionaux forestiers se déroulent dans le respect des engagements internationaux sur le climat, l'environnement et les droits de l'Homme.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les Politiques, Lois et Règlements (PLRs) existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère A1 :</b> Cohérence et complémentarités des objectifs des programmes forestiers nationaux (ex., Programme National d'Investissement Forestier, Plan de développement stratégique)</p> <p><b>Critère A2 :</b> Conformité aux engagements internationaux sur le climat et l'environnement ainsi que le respect des engagements aux NDC (Nationally Determined Contribution)</p> <p><b>Critère A3 :</b> Synergie d'action entre la Commission Nationale REDD+ et les ministères en charge des forêts et de</p>	<p>Pour la mise en œuvre de cette garantie, l'accent est mis sur la synergie d'actions entre toutes les institutions et les individus menant des activités REDD+. Cette synergie d'actions et la cohérence des différentes activités seront déterminantes pour le succès de la REDD+ en Côte d'Ivoire.</p> <p><b>A1</b> - La <a href="#">Stratégie Nationale REDD+</a> a pris en compte différentes politiques et programmes lors de son élaboration, qui ont nourri la conception des politiques et mesures prévues pour sa mise en œuvre. Inversement, les principales politiques et programmes forestiers nationaux adoptés après la présentation de la Stratégie Nationale REDD+ sont alignés avec ses objectifs, ce qui peut être constaté avec <a href="#">la Politique Nationale de Préservation, de Réhabilitation et d'Extension des Forêts</a> adoptée en 2017 (Voir section 2.2.3). Au niveau sous-régional, la CEDEAO a adopté un Plan de convergence pour la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes forestiers dont les objectifs comprennent : « l'harmonisation des politiques, des lois et des règlements forestiers » ainsi que « l'amélioration des services essentiels rendus par les différents écosystèmes forestiers, y compris leur contribution [...] à l'atténuation des changements climatiques ». Ces objectifs sont soutenus par la coopération sous régionale en matière de REDD+, illustrée par la tenue en 2018, d'un atelier d'échanges sur le développement du SIS entre la Côte d'Ivoire et le Ghana.</p> <p><b>A2</b> - Les objectifs clés de la Stratégie Nationale REDD+ sont repris dans le <a href="#">NDC (National Determined Contribution) soumis par le gouvernement ivoirien</a>: 1) réduire la déforestation et la dégradation des forêts de 80 % par rapport aux niveaux en 2015 par 2030 ; et 2) reconstitution du couvert forestier (5 millions ha par 2030) en introduisant</p>	<p><b>A2. Lacune :</b> Insuffisance de transposition des engagements des conventions internationales sur le climat dans les lois et règlements.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Transposer dans les lois et règlements, les engagements découlant des conventions internationales</p> <p><b>A5. Lacune :</b> Alignement des objectifs mais faible niveau de synergie entre la stratégie REDD+ et la stratégie nationale pour la biodiversité et défaut d'effectivité des textes d'applications du Code de l'Environnement réglementant la protection de la diversité biologique</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Prendre les textes d'application pour mieux réglementer la protection de la diversité biologique et renforcer les échanges entre la SEP-REDD+ et le point focal national pour la</p>

**Texte de la Garantie A tel que prévu par la CCNUCC :** Nécessité de veiller à ce que les activités [REDD+] viennent en complément des objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ou soient compatibles avec ces objectifs.

**Texte du principe national correspondant :**

Dans une synergie d'actions, les activités REDD+ sont cohérentes et complémentaires des politiques et programmes forestiers (ex : Programme National d'Investissement Forestier). Ces programmes nationaux et sous régionaux forestiers se déroulent dans le respect des engagements internationaux sur le climat, l'environnement et les droits de l'Homme.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les Politiques, Lois et Règlements (PLRs) existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p>l'agriculture (à travers les structures sous tutelle)</p> <p><b>Critère A4 :</b> Cohérence avec la réalisation du Plan National de développement (PND) qui couvre les ODD (post 2015) et la réduction de la pauvreté</p> <p><b>Critère A5 :</b> Contribution aux politiques et stratégies de conservation de la biodiversité et de gestion des ressources naturelles</p> <p><b>Critère A6 :</b> Respect des obligations au regard des droits de l'homme du pays dans le cadre du droit international</p>	<p>l'arbre dans les paysages agricoles et ruraux, conserver les forêts restantes et les zones protégées, démontrant l'alignement entre ces deux politiques.</p> <p><b>A3</b> - Les synergies entre la REDD+ et les autres ministères, en particulier forêt et agriculture sont assurées par la Commission Nationale REDD+ qui compte une représentation de tous les ministères et structures techniques impliquées dans le mécanisme REDD+ et coordonnant leurs actions.</p> <p><b>A4</b> - Le <a href="#">Plan National de Développement 2016-2020</a> intègre la préservation de l'environnement et s'est nourri des réflexions conduites pour l'élaboration de la Stratégie REDD+. Cela est visible notamment dans les axes 2 (accélération du développement du capital humain et du bien-être social), 3 (accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation) et 4 (développement de l'infrastructure sur le territoire national et la préservation de l'environnement).</p> <p><b>A5</b> - Il est important que les activités REDD+ prennent en compte l'ensemble des politiques et dispositions légales en vigueur concernant l'environnement, la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles. À ce titre, la <a href="#">Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant code de l'environnement</a> et la Loi n°2002-102 du 11 février 2002 relatif à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et réserves naturelles sont particulièrement pertinentes, ainsi que la <a href="#">Stratégie Nationale de Développement Durable</a> et la <a href="#">Stratégie et Plan d'Actions pour la Diversité Biologique Nationale (SPANB) 2016-2020</a>. Le PIF financé par l'Etat ivoirien et la Banque mondiale ont ainsi contribué à la mise en œuvre d'une part du Programme-Cadre de Gestion des Aires Protégées à travers la composante axée sur l'appui à la gestion durable du Parc</p>	<p>Convention sur la Diversité Biologique, notamment en ce qui concerne les résultats de l'étude sur les bénéfices multiples.</p>

**Texte de la Garantie A tel que prévu par la CCNUCC :** Nécessité de veiller à ce que les activités [REDD+] viennent en complément des objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ou soient compatibles avec ces objectifs.

**Texte du principe national correspondant :**

Dans une synergie d'actions, les activités REDD+ sont cohérentes et complémentaires des politiques et programmes forestiers (ex : Programme National d'Investissement Forestier). Ces programmes nationaux et sous régionaux forestiers se déroulent dans le respect des engagements internationaux sur le climat, l'environnement et les droits de l'Homme.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les Politiques, Lois et Règlements (PLRs) existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
	<p>national de Taï et d'autre part à la gestion durable des forêts classées de la zone d'intervention du projet telle que visée par le Code forestier. L'application des critères de la garantie E représente de nombreuses opportunités de synergie entre la REDD+ et la mise en œuvre du SPANB (voir Section 6.5).</p> <p><b>A6</b> – La mise en œuvre de ce critère dans le cadre spécifique de la REDD+ est assurée par les dispositions prises pour prendre en compte les garanties B, C et D (voir Sections 6.2, 6.3 et 6.4)</p>	

## 6.2. Sauvegarde B

<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Structures nationales transparentes et efficaces de gouvernance forestière tenant compte de la législation et de la souveraineté nationales.</p> <p><b>Texte du Principe B :</b> La gouvernance forestière est participative, transparente et conforme à la législation nationale et à l'état de droit (textes qui décrivent les procédures de gestion participative et de la transparence).</p>		
Liste des critères	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère B1 :</b> Accès du public à l'information en conformité avec la loi</p> <p><b>Critère B2 :</b> Responsabilité et redevabilité vis-à-vis des parties prenantes notamment les communautés locales et le secteur privé</p> <p><b>Critère B3 :</b> Respect de la législation nationale et des engagements internationaux en matière de droit de l'Homme</p>	<p><b>B1 -</b> <a href="#">La Loi n°2013-867 du 23 décembre 2013 relative à l'accès à l'information d'intérêt public</a> confère à toute personne le droit d'accéder aux informations et documents publics et obligation aux organismes publics de donner suite à sa demande (articles 11 et 12).</p> <p><b>B2, B6 -</b> La principale loi de référence est la <a href="#">Loi n°2014-427 du 14 juillet 2014 portant code forestier</a>, qui promeut les cadres de concertation pour associer les différents acteurs concernés, en vue de la mise en œuvre de la politique forestière nationale, notamment le secteur privé et les communautés locales (art 16). Une autre loi de référence est la <a href="#">loi n°2002-112 de 2002 sur la création, le financement et la gestion des aires protégées</a> qui prévoit la participation des communautés locales à la gestion des aires protégées et leur confère même le droit de créer et gérer des Réserves Naturelles Volontaires sur des terres qui leur appartiennent.</p> <p><b>B2, B6, B9 -</b> Le modèle de gouvernance proposé dans le cadre de la REDD+ est un modèle de gouvernance participative, mais surtout inclusive qui implique une gestion conjointe de la forêt avec une plus grande implication des communautés locales qui auront des responsabilités dans la gestion. Trois niveaux d'organisation des communautés sont souvent utilisés : (i) Villageois ; (ii) Départemental et ; (iii) Régional.</p>	<p><b>B1, B9 - Lacune :</b> Inadaptation du mécanisme de diffusion de l'information et méconnaissance des procédures disponibles pour garantir le droit à l'information par les populations dans leur majorité.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Mettre en œuvre des mesures d'Information Éducation et Communication (former, informer et sensibiliser) ; Améliorer les canaux de diffusion de l'information et mettre en ligne les informations disponibles au public du SIS ; Élaborer des manuels de procédures et les vulgariser à l'endroit des populations.</p> <p><b>B2, B6 - Lacune :</b> Absence de textes d'application de la loi relative à l'accès à l'information d'intérêt public, du cadre de concertation prévu dans le code forestier ainsi que du cadre de participation des communautés locales à la création, au financement et à la gestion des aires protégées.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Prendre les textes d'application des lois concernées.</p>



<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Structures nationales transparentes et efficaces de gouvernance forestière tenant compte de la législation et de la souveraineté nationales.</p> <p><b>Texte du Principe B :</b> La gouvernance forestière est participative, transparente et conforme à la législation nationale et à l'état de droit (textes qui décrivent les procédures de gestion participative et de la transparence).</p>		
Liste des critères	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère B4 :</b> Accès à la justice, y compris aux procédures de recours efficace pour toute infraction aux droits et résoudre les contentieux</p> <p><b>Critère B5 :</b> Équité homme-femme dans la prise des décisions</p> <p><b>Critère B6 :</b> Gestion participative et transparente de la forêt</p> <p><b>Critère B7 :</b> Prévention et lutte contre la corruption</p> <p><b>Critère B8 :</b> Capacité institutionnelle de mener une collecte et une planification appropriées des</p>	<p><b>B3, B4 –</b> C'est à travers le mécanisme de règlement des plaintes (MRP), qui fait partie des mécanismes dédiés spécifiquement à la REDD+, que les critères concernant le respect de la législation nationale en matière de droits fondamentaux et d'accès à la justice sont mis en œuvre (voir Section 4.4). Les PV du mécanisme seront transmis au SIS pour compilation des informations. Les requérants restent libres de porter leurs plaintes devant les tribunaux en cas d'échec de la résolution par le MRP. A ce titre, est également applicable la <a href="#">Loi 2012-1132 du 13 décembre 2012 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire (CNDH)</a>. La CNDH peut être saisie par toute personne physique ou morale en cas de violation des droits de l'Homme, y compris dans le cadre de la REDD+.</p> <p><b>B5 –</b> La <a href="#">Loi n°2013-33 du 25 janvier 2013 portant abrogation de l'article 53 et modifiant les articles 58, 59, 60 et 67 de la loi n°64-375 du 7 octobre 1964 relative au mariage, telle que modifiée par la loi n°83-800 du 2 août 1983</a> établit l'égalité entre l'homme et la femme dans le gestion du ménage. La proportion de femmes touchées fait partie des critères d'évaluation de l'impact des projets en Côte d'Ivoire et un manuel de procédures sur le genre dans le cadre spécifique de la REDD+ est en cours de finalisation.</p> <p><b>B6 -</b> Concernant la gestion participative et transparente, les procès-verbaux et compte-rendu de l'ensemble des réunions et consultations tenues sur la REDD+, incluant la liste de présence, sont transmis à la SEP-REDD+ pour inclusion dans le SIS.</p>	<p>Notamment organiser par le biais de textes réglementaires, les modes et modalités de gestion participative du code forestier et prendre le texte d'application organisant l'information et la participation des populations aux décisions qui touchent leur environnement.</p> <p><b>B3 - Lacune :</b> Absences de textes spécifiques répertoriant en détail dans chaque secteur d'activité, les droits de l'Homme devant faire l'objet de respect : formulations générales. <b>Réponse identifiée :</b> Adapter les dispositions de la Constitution et autres textes législatifs à chaque secteur d'activité, notamment l'environnement et la forêt.</p> <p><b>B5 - Lacune :</b> Pas d'évolution de la législation (les autres textes) pour prendre en compte la parité dans le domaine foncier. <b>Réponse identifiée :</b> Faire évoluer l'ensemble des dispositions juridiques pour prendre en compte la question de la parité dans le domaine foncier. Inclure des dispositions sur le genre dans le manuel des procédures REDD+ et autres documents.</p>

<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Structures nationales transparentes et efficaces de gouvernance forestière tenant compte de la législation et de la souveraineté nationales.</p> <p><b>Texte du Principe B :</b> La gouvernance forestière est participative, transparente et conforme à la législation nationale et à l'état de droit (textes qui décrivent les procédures de gestion participative et de la transparence).</p>		
Liste des critères	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p>données pour la gestion des forêts</p> <p><b>Critère B9 :</b> Information et participation des populations aux processus de prise de décisions</p>	<p><b>B7 -</b> <a href="#">L'Ordonnance 2013-660 du 20 septembre 2013 portant prévention et lutte contre la corruption et les infractions assimilées</a> définit des règles visant à lutter contre la corruption dans le cadre de la nomination de fonctionnaires publics et de passations de marché, ainsi que les pénalités afférentes en cas de violation. Dans le cadre spécifique de la REDD+ les procédures de passation de marchés respectent non seulement les procédures nationales mais aussi celles des bailleurs de fonds le cas échéant.</p> <p><b>B8 -</b> Les bases légales pour la création des institutions respectives prévues par ces lois sont le <a href="#">Décret n°66-422 du 15 septembre 1966 portant création, organisation et fonctionnement de la SODEFOR</a> ainsi que le <a href="#">Décret n° 2002-359 du 24 juillet 2002, portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves</a>. Ces deux institutions collectent des données pertinentes pour la gestion des forêts, telles que les inventaires forestiers à partir desquels sont élaborés les plans d'aménagement.</p> <p><b>B9 -</b> Les <a href="#">Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant code de l'environnement</a> (article 35,6) et Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable (article 5.4), consacrent le principe de participation et de l'information des populations sur tout projet qui touchent leur environnement. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier, il est prévu la mise en place de comités locaux pour la gestion concertée des forêts classées ciblées.</p>	<p><b>B8 – Lacune :</b> Les décrets portant création de la SODEFOR et de l'Office Ivoirien des Parcs et réserves renseignent les sources de financements mais celles-ci restent insuffisantes face l'ampleur de la gestion des ressources forestières.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Intensifier la recherche de financement pour accroître les budgets, Développer la capacité d'autofinancement de ces structures, la mise en place de mécanismes de financements pérennes (ex : Fondation pour les parcs et réserves de Côte d'Ivoire qui appuie l'OIPR).</p>

### 6.3. Sauvegarde C

<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Respect des connaissances et des droits des peuples autochtones et des membres des communautés locales, en tenant compte des obligations internationales pertinentes et des situations et législations nationales, et en notant que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.</p> <p><b>Texte du Principe C :</b> En Côte d'Ivoire, les peuples autochtones et les communautés locales sont composés des propriétaires terriens détenteurs de droits coutumiers, d'allochtones et d'allogènes. Les politiques et mesures de la REDD+ en Côte d'Ivoire doivent respecter les droits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit des populations ou communautés locales à l'information et à la participation des projets qui touchent leur milieu de vie ;</li> <li>- Droit d'accès à la terre et à leurs ressources naturelles ;</li> <li>- Droit à des compensations justes et préalables à tout déplacement économique et/ou réinstallation involontaire des populations.</li> </ul>		
Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère C1 :</b> Définition, détermination des propriétaires terriens détenteurs de droits coutumiers (autochtones), allochtones et allogènes</p> <p><b>Critère C2 :</b> Reconnaissance des droits aux terres, territoires de village et ressources naturelles ainsi qu'à leur accès</p> <p><b>Critère C3 :</b> Les membres des communautés locales ont le droit à des compensations et/ou recours en cas de</p>	<p>La notion de « peuples autochtones » nécessite une clarification dans le contexte Ivoirien, qui distingue les catégories suivantes : les autochtones d'un village donné sont les originaires du village ; les allochtones sont des ivoiriens venant d'autres parties de la Côte d'Ivoire à la recherche généralement d'espace forestier pour les cultures de rentes et les allogènes sont des non ivoiriens venant d'autres pays avec un fort taux de populations de pays riverains de la Côte d'Ivoire.</p> <p><b>C1, C2</b> - La principale loi de référence est la <a href="#">Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural</a> qui reconnaît un droit des communautés autochtones et allochtones sur un domaine rural coutumier, susceptible d'être transformé en titre de propriété (article 3 et 7 de la loi). En outre, en janvier 2017, le pays s'est doté d'une <a href="#">Déclaration de Politique Foncière Rurale</a> qui précise les orientations du Gouvernement en matière de gestion du foncier rural, ainsi que d'une Agence Foncière Rurale (AFOR) qui a pour but de mettre en œuvre cette politique en délimitant les territoires et les communautés, et en clarifiant les droits qui s'y exercent (<a href="#">décret No 2016-590 du 03 Aout 2016 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de l'Agence Foncière Rurale</a>).</p> <p>La nouvelle politique sur les terres rurales du 17 janvier 2017 confirme l'intention du gouvernement d'identifier et de formaliser les terroirs entre les villages ruraux, et de clarifier les droits de propriété foncière des propriétaires ruraux. La sécurisation foncière constitue un élément clé pour garantir sur le long terme la durabilité des actions REDD+. L'Option</p>	<p><b>C1, C2 - Lacune :</b> Malgré un cadre juridique clair pour la résolution des conflits fonciers il continue dans la pratique d'y avoir de nombreux cas de méconnaissance des limites des villages de parcelles foncières non délimitées et de droits de détention coutumière précaires au contenu imprécis.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> La mise en application de réformes foncières est un travail sur le temps long, qui pose un défi à la mise en œuvre</p>

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Respect des connaissances et des droits des peuples autochtones et des membres des communautés locales, en tenant compte des obligations internationales pertinentes et des situations et législations nationales, et en notant que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

**Texte du Principe C :** En Côte d'Ivoire, les peuples autochtones et les communautés locales sont composés des propriétaires terriens détenteurs de droits coutumiers, d'allochtones et d'allogènes. Les politiques et mesures de la REDD+ en Côte d'Ivoire doivent respecter les droits suivants :

- Droit des populations ou communautés locales à l'information et à la participation des projets qui touchent leur milieu de vie ;
- Droit d'accès à la terre et à leurs ressources naturelles ;
- Droit à des compensations justes et préalables à tout déplacement économique et/ou réinstallation involontaire des populations.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p>réinstallation involontaire et/ou déplacement économiques membres des communautés locales ont droit à une part des bénéfices</p> <p><b>Critère C5 :</b> Les membres des communautés locales ont le droit de décider de leur développement</p> <p><b>Critère C6 :</b> Les membres des communautés locales ont le droit à l'information et à la participation des populations aux projets qui touchent les populations et leur environnement</p>	<p>Stratégique 7 de la Stratégie Nationale REDD+ est intitulée « L'aménagement du territoire et la sécurisation foncière ». Dans le cadre du projet REDD+ de la Mé par exemple, un appui est donné pour la sécurisation foncière de 3000 hectares et 7 villages, illustrant le rôle catalytique de la mise en œuvre de la REDD+ pour l'application des dispositions sur le foncier.</p> <p><b>C3</b> - La loi relative au domaine foncier rural prévoit en outre l'obligation pour l'administration de purger les droits coutumiers, en cas d'expropriation d'un domaine, et à l'indemnisation des communautés pour usage de leurs terres et constructions et pour destruction des cultures. (Textes concernés : <a href="#">Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général</a> tel que modifié par le décret 2014-25 du 22 janvier 2014 ; <a href="#">Décret du 25 novembre 1930 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique</a> ; <a href="#">Arrêté interministériel n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites</a>). Plus spécifiquement concernant la REDD+, des Plan d'Action de Réinstallation (PAR) seront développés et mis en œuvre dans le cadre de l'exécution des projets REDD+ conformément au Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) élaboré. Pour exemple dans le cadre du PIF- Banque mondiale, il existe un CPR qui donne des orientations sur la prévention, l'atténuation et la gestion déplacements involontaires.</p> <p><b>C5, C6</b> - Un cadre légal et institutionnel est prévu pour définir les droits des communautés à décider de leur développement (<a href="#">Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant code de l'environnement</a> (article 35.6) et <a href="#">Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études d'impact environnementales des projets de</a></p>	<p>de la REDD+. Cette dernière peut cependant être vue comme une opportunité pour la mise en œuvre de ces réformes.</p> <p><b>C4 - Lacune :</b> Concernant le partage juste et équitable des bénéfices de la REDD+, le cadre normatif est en cours de développement.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Établir une feuille de route pour la finalisation du cadre normatif pour le partage des bénéfices de la REDD+.</p>

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Respect des connaissances et des droits des peuples autochtones et des membres des communautés locales, en tenant compte des obligations internationales pertinentes et des situations et législations nationales, et en notant que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

**Texte du Principe C :** En Côte d'Ivoire, les peuples autochtones et les communautés locales sont composés des propriétaires terriens détenteurs de droits coutumiers, d'allochtones et d'allogènes. Les politiques et mesures de la REDD+ en Côte d'Ivoire doivent respecter les droits suivants :

- Droit des populations ou communautés locales à l'information et à la participation des projets qui touchent leur milieu de vie ;
- Droit d'accès à la terre et à leurs ressources naturelles ;
- Droit à des compensations justes et préalables à tout déplacement économique et/ou réinstallation involontaire des populations.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère C7 :</b> Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP)</p> <p><b>Critère C8 :</b> Reconnaissance et protection des œuvres de l'esprit, des œuvres inspirées des expressions culturelles et traditionnelles</p>	<p><a href="#">développement</a>). Dans le contexte plus spécifique de la REDD+, des Plans de Développement Villageois (PDV) et des Plans de Développement Locaux (PDL) seront élaborés par les communautés dans les zones d'intervention des projets. Ceux-ci seront mis en œuvre par les collectivités locales et l'administration décentralisée en fonction des orientations données par la SEP-REDD+. Les principes de l'information et de la participation sont mis en œuvre à travers les consultations menées auprès des communautés dans l'élaboration des PDV et des PDL, qui sont représentatives de toutes les couches sociales de la communauté. Il est également prévu la mise en place de Comités Locaux d'Appui au Projet qui participeront à la prise de décision, la planification, et la mise en œuvre et la diffusion des informations relatives au projet. Le fonctionnement de ces Comités sera vérifié à travers les compte-rendu de réunions et rapport d'activités.</p> <p><b>C8 –</b> Les consultations et actions de communication menées avec les communautés locales dans l'élaboration de la SN REDD+ prennent en compte les us et coutumes et connaissances traditionnelles en lien avec la gestion des forêts.</p>	<p><b>C7 - Lacune :</b> Les directives nationales sur le CLIP feront l'objet d'un manuel spécifique, qui est en cours de finalisation.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Établir une feuille de route pour la finalisation du manuel du CLIP.</p>

## 6.4. Sauvegarde D

<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Participation intégrale et effective des parties prenantes concernées, en particulier des peuples autochtones et des communautés locales, aux activités [REDD+].</p> <p><b>Texte du Principe :</b> Les parties prenantes, en particulier les peuples autochtones, les allochtones et les allogènes participent de façon intégrale et effective [aux actions REDD+].</p>		
Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère D1 :</b> Légitimité et responsabilité des organes de représentation des parties prenantes concernées</p> <p><b>Critère D2 :</b> Mécanismes ou plateformes de facilitation des processus participatifs au cours de la conception, la mise en œuvre et la surveillance de l'architecture REDD+, particulièrement les stratégies nationales/les plans d'actions et les mesures de garantie sociale et environnementale connexes</p> <p><b>Critère D3 :</b> Mécanisme de prise en compte des doléances et de règlement des plaintes (MRP) est opérationnel</p> <p><b>Critère D4 :</b> Reconnaissance et mise en œuvre des droits de</p>	<p><b>D1, D2 -</b> Concernant la participation effective des peuples autochtones, allochtones et allogènes, le principal texte de référence est le <a href="#">Décret n°2012-1049 du 24 octobre 2012</a> portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Réduction des Émissions de gaz à effet de serre due à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts.</p> <p>En terme de légitimité, les membres des organes de la Commission Nationale REDD+ sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement et du Développement Durable, sur proposition des autorités dont ils relèvent (articles 6 et 10). Dans deux des trois des organes de la REDD+, ainsi que dans le Groupe de Travail du SIS, on trouve des membres de la société civile.</p> <p>Le Comité Technique Interministériel (CTI-REDD+)) a pour objectif d'assurer une démarche participative par l'implication et la consultation des différentes parties prenantes, notamment des communautés forestières et des peuples autochtones, dans un esprit de coopération et de dialogue, et d'inciter à cette démarche (Art. 9). Le CTI-REDD+) met également en place des Comités Régionaux chargés de la mise en œuvre des décisions prises par le CN-REDD+ et le CTI-REDD+ au niveau régional (Art.13).</p> <p>Au-delà de la représentativité des organes de la REDD+, des consultations sont menés pour toutes les activités avec les parties prenantes pertinentes. Des contrats, accords ou protocoles de collaboration seront également signés entre le SEP REDD+ et les parties prenantes lorsque requis.</p> <p><b>D3, D4 -</b> Dans le cadre de la <a href="#">Stratégie Nationale REDD+</a>, le Consentement Libre et Informé préalable (CLIP) est développé comme mesure de sauvegarde et sera intégré au SIS notamment pour les projets de reboisement à grande échelle et</p>	<p><b>Lacune :</b> Existence de dispositions générales et non spécifiques au secteur de la gouvernance forestière dans la loi relative à l'information d'intérêt public.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Adapter les dispositions juridiques relatives à l'information d'intérêt public au secteur forestier et par-delà au mécanisme REDD+. Par ailleurs, pour atteindre le plus grand nombre de parties prenantes en Côte d'Ivoire, les informations concernant la prise en compte et le respect des garanties seront intégrées dans les stratégies et plans de communication utilisées et à développer par le SEP-REDD+ et ses partenaires (capsules radiophoniques, SMS, caravanes de sensibilisation, émissions radiophoniques ou téléphoniques, sites internet des partenaires...).</p>



**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Participation intégrale et effective des parties prenantes concernées, en particulier des peuples autochtones et des communautés locales, aux activités [REDD+].

**Texte du Principe :** Les parties prenantes, en particulier les peuples autochtones, les allochtones et les allogènes participent de façon intégrale et effective [aux actions REDD+].

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p>procédures : l'accès aux informations, droit à être consulté, droit à la participation (y compris au CLIP) et l'accès à la justice</p> <p><b>Critère D5 :</b> Transparence et accessibilité des informations sur la REDD+</p>	<p>pour les concessions forestières. Cela permettra d'assurer la participation et la consultation pleine et effective de toutes les parties prenantes et éviter autant que possible les conflits autour de l'utilisation des terres et des forêts. Le deuxième mécanisme utilisé en Côte d'Ivoire pour s'assurer de la participation intégrale des peuples autochtones, allochtones et allogènes est le Mécanisme de Règlement des Plaintes (MRP), qui met en avant la médiation comme mode de résolution des conflits (voir section 4.4). Un rapport d'évaluation du Mécanisme de Règlement des Plaintes (MRP) sera préparé régulièrement pour analyse par la SEP-REDD+ et gestion adaptative de la conception du mécanisme.</p> <p><b>D4, D5 - <a href="#">La Loi n° 2013-867 du 23 décembre 2013 relative à l'information d'intérêt public</a></b> (article 3) protège et garantit le droit de toute personne à un libre et égal accès à la justice (articles 6 et 7 de la constitution). La loi (article 3) indique que toute personne a le droit d'accéder à des informations d'intérêt public et à des documents publics détenus par les organismes publics. Celle-ci est mise en œuvre par un Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public (CAIDP). La transparence des informations sur la REDD+ sera garantie par l'accès au SIS en ligne et le support physique des résumés d'informations, ainsi que leur version postée sur le site internet de la CCNUCC. D'un point de vue budgétaire, le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) est porté à la connaissance de la Commission Nationale REDD+ pour validation.</p> <p>Ce résumé des informations, validé au niveau de la Commission Nationale REDD+ et mis en ligne sur le portail du SIS et celui du SEP-REDD+, ainsi que sur celui de la CCNUCC, constitue une autre mesure visant à l'accessibilité à l'information, de la même manière que la transparence qui résulte de l'accès facilité aux textes originaux à travers les liens fournis dans ce document.</p>	



**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Participation intégrale et effective des parties prenantes concernées, en particulier des peuples autochtones et des communautés locales, aux activités [REDD+].

**Texte du Principe :** Les parties prenantes, en particulier les peuples autochtones, les allochtones et les allogènes participent de façon intégrale et effective [aux actions REDD+].

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
	Par ailleurs, ces informations seront incorporées dans le rapport général sur les résultats de l'ensemble du processus REDD+, pour figurer dans les rapports annuels du SEP-REDD+ et dans les communications nationales de la Côte d'Ivoire à la CCNUCC tous les quatre ans.	

## 6.5. Sauvegarde E

<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Mesures qui soient compatibles avec la préservation des forêts naturelles et de la diversité biologique, en veillant à ce que les activités [REDD+] ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles, mais incitent plutôt à protéger et à conserver ces forêts et les services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'à renforcer d'autres avantages sociaux et environnementaux.</p> <p><b>Texte du Principe :</b> Des mesures compatibles avec la conservation des forêts naturelles et de la diversité biologique prouvent que les actions REDD+ ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles mais incitent plutôt à la protection et à la conservation de ces forêts et des services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'au renforcement d'autres bénéfices sociaux et environnementaux.</p>		
Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère E1 :</b> définition de la forêt selon le code forestier ivoirien (NB : dans le cadre du système d'information sur les garanties, il ne sera considérées que les forêts naturelles)</p> <p><b>Critère E2 :</b> Conception, définition des priorités et la mise en œuvre des actions REDD+ de manière à éviter ou de minimiser les impacts négatifs, y compris par le changement indirect d'affectation des terres, les forêts naturelles, les stocks de carbone, la biodiversité et d'autres services écosystémiques, tant à l'intérieur et en dehors des forêts, et qui favorise leur conservation.</p> <p><b>Critère E3 :</b> Conception, mise en œuvre des priorités et des actions REDD+ de</p>	<p><b>E1, E2, E5 -</b> La forêt, selon la <a href="#">Loi n°2014-427 du 14 juillet 2014</a>, portant code forestier ivoirien, est « toute terre constituant un milieu dynamique et hétérogène, d'une superficie minimale de 0,1 hectare portant des arbres dont le houppier couvre au moins 30% de la surface et qui peuvent atteindre à maturité une hauteur minimale de 5 mètres ». Cette définition a servi de base à l'élaboration du Niveau de Référence National et est utilisée pour le SNSF.</p> <p>Les services écosystémiques sont les bénéfices que les humains tirent directement de la nature pour leur bien-être. Selon le niveau de référence des forêts en CI, la grande majorité des forêts naturelles (non plantées) se retrouvent dans les domaines protégés (forêts classées et aires protégées). La stratégie nationale REDD+ prévoit dans les domaines protégés un renforcement de la protection, de la conservation et de la gestion durable des forêts. <a href="#">La Loi 2002-112 relative à la création, gestion et financement des parcs nationaux et réserves</a> prévoit que la restauration des écosystèmes naturels s'appuie sur les processus écologiques pour la régénération naturelle.</p>	<p><b>Lacune :</b> Le Code Forestier est en cours de révision, et une modification de la définition de la forêt pourrait entraîner une incohérence avec la Stratégie REDD+, qui se base sur la définition actuelle</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> S'assurer que les débats sur la révision du Code Forestier soient informés des implications d'une éventuelle modification de la définition de forêt sur des programmes découlant de conventions internationales telle que la REDD+.</p>

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Mesures qui soient compatibles avec la préservation des forêts naturelles et de la diversité biologique, en veillant à ce que les activités [REDD+] ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles, mais incitent plutôt à protéger et à conserver ces forêts et les services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'à renforcer d'autres avantages sociaux et environnementaux.

**Texte du Principe :** Des mesures compatibles avec la conservation des forêts naturelles et de la diversité biologique prouvent que les actions REDD+ ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles mais incitent plutôt à la protection et à la conservation de ces forêts et des services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'au renforcement d'autres bénéfices sociaux et environnementaux.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p>manière à éviter ou de minimiser les impacts sociaux négatifs et qui favorisent et améliorent le bien-être économique et social, avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables et marginalisés</p> <p><b>Critère E4 :</b> Actions REDD+ ne sont pas utilisées pour la conversion des forêts naturelles, y compris la conversion de celles-ci en forêts plantées</p> <p><b>Critère E5 :</b> dans les endroits où une déforestation et dégradation importante des forêts sont en cours, la priorisation des actions REDD+ doit inciter à la protection et à la conservation des forêts naturelles en vue d'éviter ou de réduire au minimum la dégradation de la forêt naturelle.</p>	<p><b>E2, E4, E5, E7</b> - La <a href="#">Stratégie nationale REDD+</a> a conçu et défini les priorités et la mise en œuvre des actions REDD+ de manière à éviter ou de minimiser les impacts négatifs, y compris par le changement indirect d'affectation des terres, la préservation des forêts naturelles, des stocks de carbone, de la biodiversité et d'autres services écosystémiques, tant à l'intérieur et en dehors des forêts, et qui favorise leur conservation (OS 1 : Agriculture zéro déforestation en partenariat public-privé ; OS 3 : Gestion durable des forêts et conservation des aires protégées).</p> <p>Certaines Politiques et Mesures visent également à une gestion des forêts plantées et naturelles qui maintienne et/ou restaure les services écosystémiques et la biodiversité. En plus des Politiques et Mesures, certains programmes / projets pourront être alignés sur la stratégie REDD+ à travers la procédure d'homologation, qui comprend des dispositions pour vérifier que les projets recevront des ressources REDD ne conduisent pas à une conversion des terres naturelles.</p> <p><b>E6, E3, E7</b> - Pour ce qui est de la valorisation des bénéfices multiples, avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables et marginalisés, elle est prévue à travers les OS 4.1., PM 3 et OS 4.3,</p>	<p><b>Lacune ;</b> identification des forêts naturelles dans le SNSF</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Au préalable, déterminer les caractéristiques mesurables des forêts naturelles et intégrer une procédure de suivi dans le SNSF</p>

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Mesures qui soient compatibles avec la préservation des forêts naturelles et de la diversité biologique, en veillant à ce que les activités [REDD+] ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles, mais incitent plutôt à protéger et à conserver ces forêts et les services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'à renforcer d'autres avantages sociaux et environnementaux.

**Texte du Principe :** Des mesures compatibles avec la conservation des forêts naturelles et de la diversité biologique prouvent que les actions REDD+ ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles mais incitent plutôt à la protection et à la conservation de ces forêts et des services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'au renforcement d'autres bénéfices sociaux et environnementaux.

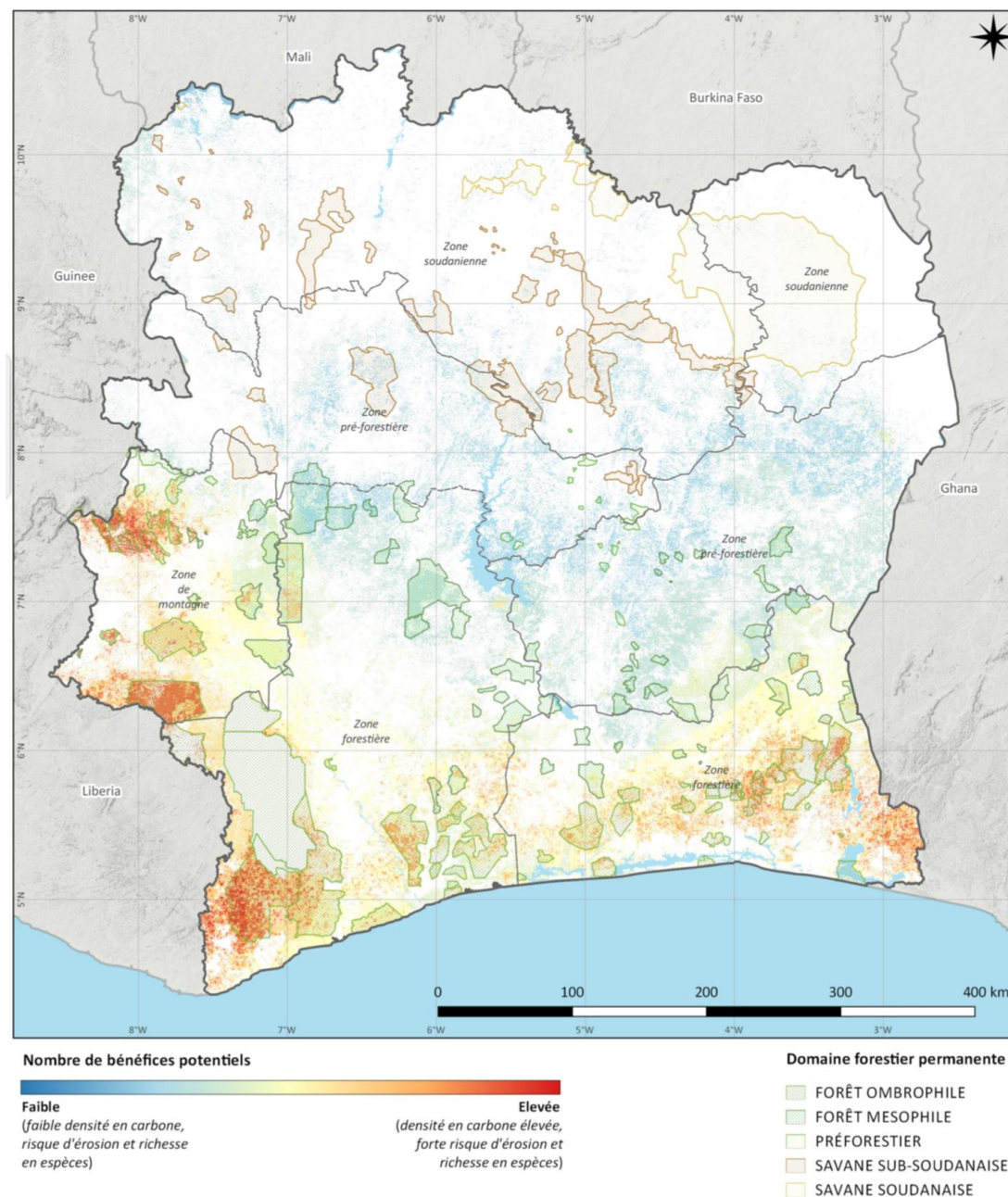
Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère E6 :</b> Identification des incitations à de meilleurs bénéfices environnementaux et sociaux par le biais de la conception, de l'emplacement et de la mise en œuvre d'actions REDD+</p> <p><b>Critère E7 :</b> Promotion des actions qui concernent la gestion des forêts plantées et naturelles pour maintenir ou restaurer les services écosystémiques et la biodiversité</p>	<p>PM 1 concernant la mise en place d'un système de paiement pour les services environnementaux.</p> <p>Une étude de cartographie des bénéfices multiples de la REDD a été réalisée en 2017. Elle a permis de caractériser et spatialiser les bénéfices non-carbone et constitue un outil d'aide à la prise de décision dans la planification des actions REDD+ (voir encadré ci-dessous). La carte donne les informations sur les zones prioritaires pour la conservation et la restauration des stocks de carbone, des espèces fauniques et le contrôle de l'érosion des sols.</p> <p>Par ailleurs, des incitations aux personnes physiques ou morales pour la conservation des forêts sont également envisagées dans le cadre de l'application de la Convention sur la Diversité Biologique et de la <a href="#">Loi n°2014-390 du 20 juin 2014</a> d'orientation sur le développement durable, qui recommandent un accès et un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques (article 1 de la Convention, articles 5 et 7 de la loi)</p>	

Figure 9 - Carte du potentiel de renforcement des bénéfices multiples par la restauration des forêts.

Les forêts de la Côte d'Ivoire fournissent des biens et des services essentiels à la population. En plus de leur rôle dans le stockage et la séquestration du carbone, les forêts soutiennent les moyens de subsistance et le bien-être des populations locales grâce à la fourniture de produits forestiers, contribuent au secteur de l'agriculture à travers ses services de régulation et de prélèvement, ainsi qu'à une industrie écotouristique émergente. Ces forêts abritent également une biodiversité importante pour la conservation au niveau international.

Un atelier de consultation a été réalisé en Juillet 2015 avec la participation des parties prenantes nationales pour identifier les bénéfices multiples prioritaires de la REDD+ en Côte d'Ivoire. Sur la base de cette consultation, un ensemble d'analyses spatiales a été proposé pour appuyer le processus de prise de décisions lié à la préparation et à la mise en œuvre de la REDD+.

Un ensemble de cartes ont été produites pour contextualiser la situation des forêts et les récents changements d'utilisation des terres en Côte d'Ivoire en termes d'impacts sur la perte de la biodiversité et des services écosystémiques forestiers. En combinant les jeux de données sur le carbone, la biodiversité et le bénéfice des forêts dans le contrôle de l'érosion des sols, une carte des bénéfices combinés a été créée. Le potentiel de la restauration des forêts a également été cartographié en identifiant les zones où la forêt a été perdue depuis 1990 (et donc propices à sa restauration) et en écartant les zones d'infrastructure ou de forte densité de population (probablement impropres à la restauration). La superposition de ces deux analyses permet d'identifier le potentiel des actions de restauration pour renforcer les bénéfices multiples des forêts.





## 6.6. Sauvegarde F

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Mesures visant à prendre en compte les risques d'inversion.

**Texte du Principe :** Mesure pour la prise en compte des risques d'inversion. Ce sont les risques d'une reprise des émissions de GES dans des zones où des actions REDD+ sont, ou ont été, menées. Pour cela, il est nécessaire d'effectuer un état des lieux des risques d'inversion, de les analyser, de définir des priorités et mettre en œuvre des Politiques et Mesures de la stratégie nationale REDD+ de même que le système national de surveillance des forêts.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère F1 :</b> état des lieux des risques d'inversion. Cela peut impliquer, l'examen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des facteurs directs (agriculture, exploitation forestière et minière) et indirects (charbon de bois, bois de chauffe, gouvernance forestière...) de la déforestation et la dégradation des forêts ;</li> <li>- de la viabilité financière et écologique à long terme des actions prévues ;</li> <li>- des obstacles à la gestion durable, la conservation, la mise en valeur des stocks de carbone des forêts ;</li> <li>- des cadres juridiques et réglementaires y compris le régime foncier, le soutien et la propriété entre les parties prenantes ;</li> <li>- des changements potentiels des conditions environnementales.</li> </ul>	<p><b>F1 -</b> Le risque d'inversion des réductions d'émissions étant une notion spécifique à la REDD+, il n'existe pas de dispositions pertinentes dans le cadre normatif du pays, en dehors de celles justement en relation avec la REDD+ (notamment la Stratégie Nationale REDD+).</p> <p>Le SNSF devrait pouvoir montrer que les effets des activités REDD+ réalisées dans le cadre d'un projet par exemple en termes de réduction des GES ne sont pas inversés lorsque le projet prend fin. Pour cela, il est nécessaire d'effectuer un état des lieux des risques d'inversion, de les analyser, de définir des priorités et mettre en œuvre des Politiques et Mesures de la stratégie nationale REDD+ de même que le SNSF. La Stratégie nationale REDD+ prévoit de faire l'état des lieux des risques d'inversion en examinant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Les facteurs directs (agriculture, exploitation forestière et minière, etc.) et indirects (charbon de bois, bois de chauffe, gouvernance forestière, etc.) de la déforestation et la dégradation des forêts ;</li> <li>o La viabilité financière et écologique à long terme des actions prévues ;</li> <li>o Les obstacles à la gestion durable, la conservation, la mise en valeur des stocks de carbone des forêts ;</li> </ul>	<p><b>Lacune :</b> L'évaluation des risques d'inversion n'est pas organisée par des procédures détaillées</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Que le SNSF puisse définir une méthodologie d'évaluation détaillée des risques d'inversion en s'appuyant sur les éléments existants.</p> <p><b>Lacune :</b> Absence à ce stade d'informations quantitatives et spatialement explicites sur les cas effectifs d'inversion des émissions</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Des notifications biennuelles par le SNSF des zones d'inversion des émissions devraient avoir lieu une fois les actions REDD+ mises en</p>



**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Mesures visant à prendre en compte les risques d'inversion.

**Texte du Principe :** Mesure pour la prise en compte des risques d'inversion. Ce sont les risques d'une reprise des émissions de GES dans des zones où des actions REDD+ sont, ou ont été, menées. Pour cela, il est nécessaire d'effectuer un état des lieux des risques d'inversion, de les analyser, de définir des priorités et mettre en œuvre des Politiques et Mesures de la stratégie nationale REDD+ de même que le système national de surveillance des forêts.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère F2 :</b> définition des priorités et mise en œuvre des PM de la stratégie nationale REDD+ qui tiennent compte : des facteurs directs (agriculture, exploitation forestière et minière) et indirects (charbon de bois, bois de chauffe, gouvernance forestière...) de la déforestation et la dégradation des forêts ; de la gestion durable ; de la conservation ; de la valorisation des stocks de carbone des forêts (évaluation, gestion, utilisation...) ; et du changement d'affectation des terres.</p> <p><b>Critère F3 :</b> Système national de surveillance des Forêts (SNSF) est opérationnel et remplit les fonctions de contrôle, de mesure et de notifications des inversions et des résultats des politiques et mesures REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les cadres juridiques et réglementaires y compris le régime foncier, le soutien et la propriété entre les parties prenantes ;</li> <li>○ Les changements potentiels des conditions environnementales.</li> </ul> <p>Cet état des lieux pourra s'appuyer sur les éléments existants réalisés jusqu'ici :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La cartographie des moteurs de déforestation entre 1986 et 2015</li> <li>• Un inventaire de biomasse</li> <li>• Un niveau de référence des forêts</li> <li>• Une cartographie des bénéfices multiples</li> <li>• Une cartographie nationale de l'occupation des sols de 2016 du projet surveillance spatiale des terres</li> <li>• Les travaux en cours sur les alertes de déforestation</li> <li>• Les travaux en cours sur la stratégie de surveillance communautaire des forêts</li> </ul> <p><b>F2 -</b> La stratégie définit par ailleurs les priorités et mise en œuvre des P&amp;M qui tiennent compte des facteurs directs (agriculture, exploitation forestière et minière, etc.) et indirects (charbon de bois, bois de chauffe, gouvernance forestière, etc.) de la déforestation et la dégradation des forêts ; de la gestion durable ; de la conservation ; de la valorisation des stocks de carbone des forêts (évaluation, gestion, utilisation...) ; et du changement d'affectation des terres. Il est prévu que les priorités de la</p>	<p>œuvre sur le terrain. Ces données seront évaluées à travers le SIS pour une gestion adaptative par des mesures correctrices lorsque nécessaire.</p>

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Mesures visant à prendre en compte les risques d'inversion.

**Texte du Principe :** Mesure pour la prise en compte des risques d'inversion. Ce sont les risques d'une reprise des émissions de GES dans des zones où des actions REDD+ sont, ou ont été, menées. Pour cela, il est nécessaire d'effectuer un état des lieux des risques d'inversion, de les analyser, de définir des priorités et mettre en œuvre des Politiques et Mesures de la stratégie nationale REDD+ de même que le système national de surveillance des forêts.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
	<p>Stratégie REDD+ soient révisées périodiquement, sur la base de l'état des lieux des risques d'inversion, réalisé tous les deux ans.</p> <p><b>F3</b> - Le SNSF a été mis en place en 2016 avec un plan d'action et certains résultats ont été déjà obtenu (voir les acquis susmentionnés en F1) Le bon fonctionnement du SNSF est essentiel pour la prise en compte de cette garantie, afin de détecter le nombre et la superficie des zones d'inversion des émissions.</p>	

## 6.7. Sauvegarde G

<p><b>Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :</b> Mesures visant à réduire les déplacements d'émissions.</p> <p><b>Texte du Principe :</b> Mesure de réduction du déplacement des émissions. C'est l'ensemble des actions REDD+ mises en synergie sur l'ensemble du territoire et qui visent à minimiser les reports d'émission d'une zone vers toute autre. Pour cela, il est nécessaire d'analyser les risques de déplacement, de sélectionner et mettre en œuvre des Politiques et Mesures de la stratégie nationale REDD+ prioritaires. Les mesures doivent comprendre également la mise en place d'un plan d'aménagement du territoire national, de plans d'affectation des terres et du système national de surveillance des forêts. En cas de déplacements effectifs, une analyse doit être effectuée afin de définir et mettre en œuvre de nouvelles actions plus appropriées.</p>		
Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p><b>Critère G1 :</b> Préparation, approbation et mise à jour continue d'un plan d'aménagement du territoire national et de plans d'affectation des terres. Ex : PdV, PdL, SRAdT,</p> <p><b>Critère G2 :</b> Plan de mise en œuvre de la stratégie REDD+ sur tout le territoire national.</p> <p><b>Critère G3 :</b> Conception, priorisation et mise en œuvre des actions qui réduisent le déplacement des émissions du fait d'actions REDD+ particulières aux niveaux local et national, tenant compte : 1) des impacts possibles des actions REDD+ sur les moyens de subsistance, ainsi que la demande et l'offre des produits</p>	<p><b>G1</b> - La législation ivoirienne concernant l'aménagement du territoire comprend notamment la <a href="#">Loi n°2015-537 du 20 juillet 2015 d'orientation agricole</a> ainsi que le <a href="#">Code forestier</a> (précité). Ces dispositions seront importantes pour déterminer de la planification dans l'espace des différentes options stratégiques et des Politiques et Mesures REDD+ nationales.</p> <p><b>G2, G3</b> - La Stratégie Nationale REDD+ a été conçue à une échelle nationale avec des actions spécifiques au plan juridictionnel. Des mesures pour minimiser le déplacement en Côte d'Ivoire comprennent : L'adoption d'une approche de planification spatio-temporelle des activités REDD+ afin d'éviter le phénomène de déplacement des moteurs du déboisement et les émissions associées d'une zone à l'autre du pays, qui annulerait en partie les réductions d'émissions ou absorptions générées. Certaines P&amp;M renforcent l'aménagement du territoire (OS 7 de la Stratégie Nationale) pour aborder les risques de déplacement tel que le déplacement d'une concession de cacao vers une zone forestière.</p>	<p><b>Lacune :</b> Malgré l'existence d'un cadre sur l'aménagement, la planification de l'affectation des terres n'existe pas.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Un cadre juridique et réglementaire doit être mis en place pour les plans d'affectation des terres, et imposé à travers des lois et règlements d'élaboration de plan d'occupation du sol.</p> <p><b>Lacune :</b> Les questions de déplacement ne sont pas encore évaluées dans les projets juridictionnels REDD+ actuels.</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Poursuivre l'expérimentation des activités dans des régions différentes, en tirer les leçons, mieux les cadrer, en vue de leur application au niveau national. Évaluer les risques de déplacement associés à la mise en œuvre de chaque projet.</p>

**Texte de la Garantie tel que prévu par la CCNUCC :** Mesures visant à réduire les déplacements d'émissions.

**Texte du Principe :** Mesure de réduction du déplacement des émissions. C'est l'ensemble des actions REDD+ mises en synergie sur l'ensemble du territoire et qui visent à minimiser les reports d'émission d'une zone vers toute autre. Pour cela, il est nécessaire d'analyser les risques de déplacement, de sélectionner et mettre en œuvre des Politiques et Mesures de la stratégie nationale REDD+ prioritaires. Les mesures doivent comprendre également la mise en place d'un plan d'aménagement du territoire national, de plans d'affectation des terres et du système national de surveillance des forêts. En cas de déplacements effectifs, une analyse doit être effectuée afin de définir et mettre en œuvre de nouvelles actions plus appropriées.

Critères de la prise en compte	Application des critères à travers les PLRs existants et actions spécifiques conçues dans le cadre de la REDD+	Lacunes dans l'application des critères et réponses identifiées
<p>forestiers et agricoles; 2) des facteurs directs (agriculture, exploitation forestière et minière) et indirects (charbon de bois, bois de chauffe, gouvernance forestière...) de la déforestation et de la dégradation de la forêt; 3) de la gestion durable; 4) de la conservation; 5) de la mise en valeur des stocks de carbone des forêts (évaluation, gestion, utilisation...) et: 6) du changement d'affectation des terres.</p>	<p>Des initiatives avec le Ministère en charge de la Planification et du Développement National ont été menées pour introduire les questions REDD+ dans l'élaboration des plans d'aménagement aux niveaux national, régional et local. Pour illustration, le projet pilote REDD+ de la Mé a appuyé l'élaboration de plans de développement locaux de 7 villages. Ceux-ci sont les premiers à en disposer. En poursuivant cet exercice, la conformité des initiatives REDD+ avec les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAdT), entre autres, devrait permettre de s'assurer que les activités REDD+ ne bénéficient pas à certaines zones au détriment d'autres zones.</p> <p><b>G3</b> - De la même manière que pour la garantie F, le bon fonctionnement du SNSF est essentiel pour la prise en compte de cette garantie, afin de détecter le nombre et la superficie des zones de déplacement des émissions et pouvoir prendre les mesures correctrices nécessaires.</p>	<p><b>Lacune :</b> Absence à ce stade d'informations quantitatives et spatialement explicites sur les cas effectifs de déplacement des émissions</p> <p><b>Réponse identifiée :</b> Des notifications biannuelles par le SNSF des zones d'inversion des émissions devrait avoir lieu une fois les actions REDD+ mises en œuvre sur le terrain. Ces données seront évaluées à travers le SIS pour une gestion adaptative par des mesures correctrices lorsque nécessaire.</p>

## 7. Conclusion et prochaines étapes

Les actions engagées par le gouvernement ivoirien ont permis d'enregistrer plusieurs acquis importants au cours de la période 2015-2018. La Côte d'Ivoire traduit sa détermination en place en au stade actuel (décembre 2018), trois des quatre éléments requis par le Cadre de Varsovie, se plaçant résolument dans le peloton de tête des pays Africains pour la phase de préparation à la REDD+. La Stratégie Nationale REDD+ a été validée en 2017 et le Niveau d'Émission de Référence pour les Forêts et du Niveau de Référence pour les Forêts soumis à la CCNUCC en janvier 2017. Le Système National pour la Surveillance des Forêts est quasiment déjà fonctionnel.

Le dernier élément, le Système d'Information sur les garanties ou Sauvegardes est en phase de finalisation, et le contenu de ce rapport démontre amplement l'ampleur des travaux réalisés sur ce thème depuis 2016. Un document-cadre ou « feuille de route » pour le SIS, adoptée en 2017, développe une vision claire et établit les responsabilités pour son opérationnalisation.

Conformément aux orientations de cette feuille de route, la Côte d'Ivoire se focalise actuellement sur la prise en compte des garanties, entendue comme la présence d'un ensemble cohérent de Politiques Lois et Règlements et les dispositifs institutionnels connexes en place pour gérer les bénéfices et les risques potentiels des Politiques et Mesures de la REDD+. Les informations présentées dans la Section 6 au regard de chaque garantie montrent que, pour la plupart des critères retenus pour leur clarification (interprétation) nationale, il existe bien des Politiques et Mesures correspondantes ainsi que des institutions chargées de les appliquer. Là où les critères retenus sont spécifiques à la REDD+, des mesures spécifiques ont été conçues, dans le cadre la Stratégie Nationale, du SNSF ou d'autres mécanismes ad hoc (ex : Mécanisme de Règlement des plaintes).

Dans une seconde phase à venir, il restera à préciser la relation exacte entre les PLRs identifiées comme pertinentes ainsi qu'à déterminer le degré d'effectivité de ces dispositions, dans le contexte de la REDD+ et plus largement. Seule leur application effective entraînant des résultats réels et positifs sur le terrain peut constituer le 'respect' des garanties, tel qu'entendu dans l'approche nationale. D'ores et déjà, il est permis de constater que pour une partie des dispositions identifiées, les textes d'application restent à adopter. Sans ces textes définissant les procédures et les responsabilités d'appliquer des lois, certains critères risquent de ne pas être satisfaits.

La REDD+ peut à cet égard être perçue comme une opportunité pour le gouvernement et s'avérer un catalyseur des réformes nécessaires. La phase d'implémentation permettra également de tester les éléments du SIS déjà en place et de combler les lacunes restantes sur la base des expérimentations conduites sur le terrain, suivant une approche itérative et adaptative. La constitution de ce résumé d'information a été l'occasion d'identifier ces lacunes et d'y proposer des réponses concrètes. Celles-ci serviront de feuille de route d'ici au prochain résumé d'information, qui devra rendre compte des progrès réalisés.

Le processus d'opérationnalisation du SIS se fera graduellement et nécessitera l'implication active des parties prenantes à chaque étape, chacune intervenant à une ou plusieurs étapes en fonction de ses compétences spécifiques : fourniture de données de qualité permettant de renseigner sur la prise en compte et le respect des garanties, analyse et interprétation des données, contrôle qualité, diffusion de l'information. Une prochaine étape importante sera la conclusion d'accords institutionnels pour récolter l'information nécessaire, telle qu'identifiée dans le SIS à travers une liste consolidée d'indicateurs qui puissent établir que l'ensemble des critères sont satisfaits, démontrant ainsi la prise en compte et le respect des garanties.

Le SEP-REDD+ devra se montrer proactif pour opérationnaliser les arrangements institutionnels requis. Le financement pérenne du SIS à travers un mécanisme impliquant l'État de Côte d'Ivoire et les partenaires des programmes, projets et sous-projets REDD+ sera la clef du succès des actions pour faire du SIS un outil répondant aux exigences de la CCNUCC et favorisant de ce fait, l'accès à des paiements basés sur les résultats des actions REDD+.



## ANNEXES

### Annexe I – Liste des institutions représentées dans le Groupe national de Travail sur les sauvegardes

N°	INSTITUTIONS	MISSION
1	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles	Appui financier et renforcement des capacités des acteurs du monde agricole
2	Agence Nationale de l'Environnement (ANDE)	Structure gouvernementale en charge de l'évaluation environnementale en Côte d'Ivoire
3	Bureau National d'Étude Technique de Développement (BNETD)	Structure étatique en charge de la conception, du suivi et du contrôle des activités de développement
4	Institut National de la Statistique (INS)	Structure en charge des statistiques pour le développement
5	Secrétariat exécutif REDD+ : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule SMNV</li> <li>- Cellule Sauvegardes Environnementale et Sociale</li> <li>- Cellule Stratégie, Planification, Suivi-Évaluation</li> </ul>	En charge des activités REDD+ en Côte d'Ivoire
6	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	Encadrement des communautés rurales dans le domaine de l'agriculture
7	Ministère des Eaux et forêts <ul style="list-style-type: none"> <li>- Direction Générale des Eaux et Forêts</li> </ul>	Gestion des Forêts en Côte d'Ivoire
8	Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire	Maîtrise d'œuvre du SIS
9	ONG Impactum <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet PSE</li> </ul>	ONG mandatée pour une étude pilote REDD+ de mise en œuvre du Paiement des Services Environnementaux
10	OIREN/ Plateforme FLEGT REDD+	Suivi et mobilisation communautaire autour des activités REDD+ et FLEGT

N°	INSTITUTIONS	MISSION
11	ONG NITIDAE (anciennement Etc Terra)	ONG mandatée pour la mise en œuvre d'un projet pilote REDD+
12	Ministère du Plan et du Développement	En charge du Plan et du Développement National
13	Commission Nationale FEM	Structure en charge du suivi des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial

**Annexe II – Principales Structures techniques étatiques et leur rôle potentiel dans le développement du SIS**

Principales Structures techniques Etatiques	Mandat	Rôle potentiel dans le développement du SIS
ANDE (Agence National de l'Environnement)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissements environnementaux</li> <li>- Garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement</li> <li>- Veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'informations environnementales</li> <li>- Mettre en œuvre, la procédure d'étude d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économiques</li> <li>- Établir une relation suivie avec les réseaux d'ONG</li> <li>- Élaborer les profils environnementaux et les plans de gestion des collectivités locales</li> <li>- Réaliser l'audit environnemental des ouvrages et entreprises</li> <li>- Éduquer, informer, sensibiliser/communiquer à la protection de l'Environnement</li> <li>- Assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties A, C, E</li> <li>- Participer au contrôle qualité des informations contenues dans le SIS</li> </ul>
SODEFOR (Société de Développement des Forêts)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer et équiper les forêts et terres domaniales qui lui sont confiées par l'administration forestière aux termes de conventions générales ou particulières ;</li> <li>- Concevoir et mettre en œuvre des modèles de gestion aptes à permettre l'exécution du Plan Directeur Forestier ;</li> <li>- Exécuter ou faire exécuter tous les travaux relatifs à l'entretien, l'équipement ou la restauration des domaines forestiers ou privés ;</li> <li>- Contribuer à l'organisation des zones rurales voisines des zones forestières qu'elle gère ;</li> <li>- Valoriser son savoir-faire à l'extérieur de la Côte d'Ivoire en matière de gestion des forêts</li> </ul>	Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties A, B, C, D

Principales Structures techniques Etatiques	Mandat	Rôle potentiel dans le développement du SIS
OIPR (Office Ivoirien des Parcs et Réserves)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La gestion du patrimoine foncier des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire</li> <li>- Conduite de l'exercice de la police administrative et judiciaire</li> <li>- La mise en œuvre d'une politique de gestion durable des parcs et réserves ainsi que leur zone périphérique</li> <li>- La réalisation des études nécessaires à la création, à l'extension ou à l'aménagement des PNR ou de leur zone périphérique</li> <li>- L'information, l'éducation et la communication</li> </ul>	Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties A, B, C, D
ANADER (Agence National d'Appui au Développement Rural)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le conseil et la vulgarisation agricoles en Côte d'Ivoire</li> <li>- Amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des organisations professionnelles agricoles en concevant et en mettant en œuvre des outils et approches appropriés, des programmes adaptés pour assurer un développement durable et maîtrisé</li> </ul>	Fournir des informations sur les garanties C, D et E
INS (Institut National de Statistiques)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration des Comptes de la nation et la Centrale de Bilans</li> <li>- Réalisation, en collaboration avec les Administrations et Organismes publics concernés, le programme annuel ou pluriannuel des recensements et enquêtes</li> <li>- Mise en exploitation à des fins statistiques des données issues de la gestion administrative</li> <li>- Mise en cohérence, et la centralisation au plan national puis la synthèse et la diffusion de l'ensemble des données statistiques, économiques et démographiques collectées par les Organismes parapublics</li> <li>- Mise en place un système statistique permettant l'observation systématique et régulière des divers aspects de l'évolution des faits économiques, financiers, sociaux et démographiques</li> <li>- Développement des activités statistiques au niveau régional</li> <li>- Conduite contre rétribution, l'exécution de travaux et d'études statistiques d'ordre économique, démographique ou social à la demande d'organismes privés ou publics, nationaux ou internationaux</li> <li>- Assurance de la liaison avec les services similaires existant à l'étranger ainsi qu'avec ceux des Organismes internationaux</li> </ul>	Fournir des informations sur la garantie C

Principales Structures techniques Etatiques	Mandat	Rôle potentiel dans le développement du SIS
BNETD (Bureau National d'Études Techniques et de Développement)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à une meilleure maîtrise de l'investissement public en Côte d'Ivoire</li> <li>- Contrôle des projets d'intérêt public pour la maîtrise des coûts, de la qualité et des délais</li> <li>- Conseil du gouvernement pour la mise en œuvre des grands projets de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties E, F et G</li> <li>- Participer au contrôle qualité des informations contenues dans le SIS</li> <li>- Participer à l'analyse et à l'interprétation des données</li> </ul>
CIRES (Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduite des activités de recherche concernant les problèmes économiques et sociaux de la Côte d'Ivoire et des pays de la Sous-Région</li> <li>- Établissement des relations suivies avec le maximum d'organes économiques publics ou privés, et publier des travaux de recherche concernant les disciplines économiques et sociales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties C et D</li> <li>- Participer au contrôle qualité des informations contenues dans le SIS</li> <li>- Participer à l'analyse et à l'interprétation des données</li> </ul>
CNDJ (Centre National de Documentation Juridique)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comblent le déficit d'information juridique</li> <li>- Promotion de la diffusion du droit sur l'ensemble du territoire national</li> </ul>	Fournir des données sur les lois et règlements sur l'ensemble des garanties

Principales Structures techniques Etatiques	Mandat	Rôle potentiel dans le développement du SIS
SEP-REDD+	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à l'élaboration d'une politique nationale d'utilisation rationnelle des sols</li> <li>- Contribuer à l'harmonisation des politiques sectorielles en vue de la gestion durable des ressources naturelles</li> <li>- Contribuer à l'aménagement effectif des terres et à la surveillance spatiale des terres cultivées et forestières</li> <li>- Assurer une démarche participative du processus REDD+ par l'implication et la consultation des différentes parties prenantes, notamment des communautés forestières et des peuples autochtones, dans un esprit de coopération et de dialogue, et d'inciter à cette démarche</li> <li>- Promouvoir le processus de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts au sein de toutes les structures impliquées</li> <li>- Assurer la mise en œuvre des activités REDD+ au niveau national et international</li> <li>- Assurer la mobilisation des financements et des experts nationaux et internationaux</li> <li>- Sensibiliser l'ensemble des acteurs nationaux sur le processus REDD+</li> </ul>	Valider les résumés d'informations et participer à la diffusion des informations
FIRCA (Fond Interprofessionnel pour la Recherche et le conseil Agricole)	<p>Assurer le financement des programmes relatifs à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La recherche agronomique et forestière</li> <li>- La conduite d'expérimentations et de démonstrations pour la transmission du savoir entre la recherche et l'exploitation.</li> <li>- La recherche technologique pour l'amélioration des produits agricoles et des produits transformés</li> <li>- La diffusion des connaissances par l'information, la démonstration, la formation, le conseil technique et économique</li> <li>- La conduite d'études, d'expérimentation et d'expertises</li> <li>- L'appui à l'amélioration durable de la rentabilité économique des exploitations</li> <li>- Le renforcement des capacités des OPA</li> <li>- La formation professionnelle des producteurs, des dirigeants des OPA et de leur personnel.</li> </ul>	Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties A et E, F et G



Principales Structures techniques Etatiques	Mandat	Rôle potentiel dans le développement du SIS
Secrétariat du gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer les séances du Conseil des Ministres, des Conseils de Gouvernement et, éventuellement, des Conseils interministériels et d'en assurer le secrétariat</li> <li>- Assurer le suivi auprès des départements ministériels, de l'exécution des décisions du Conseils des Ministres et des Conseils de Gouvernement (pour la même période 147 instructions du Président et du Premier Ministres ont été préparées par le SGG à l'attention des Ministres) ;</li> <li>- Assurer l'enregistrement et la garde dans les archives des actes du Gouvernement et d'en délivrer des copies ou attestations ;</li> <li>- Assurer la publication au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire des actes législatifs et réglementaires dont la publication est autorisée</li> <li>- Assurer la liaison administrative entre le Gouvernement et les Institutions de la République</li> </ul>	Fournir des informations sur les Lois et règlements liées à l'ensemble des Garanties et contribuer à la diffusion des résumés d'informations
Commission Nationale de Droits de l'Homme (CNDH)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseiller le gouvernement, le parlement et toute autre Institution compétente en matière de Droits de l'Homme</li> <li>- Rendre compte, en tant que besoin, de la situation des Droits de l'Homme sur le territoire national</li> <li>- Veiller à la ratification des instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme ou à l'adhésion à ces textes ainsi qu'à leur mise en œuvre effective au plan national</li> <li>- Veiller à l'harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales</li> <li>- Recevoir les plaintes et dénonciations portant sur les cas de violations des Droits de l'Homme</li> <li>- Procéder à des enquêtes non judiciaires, mener toutes investigations nécessaires sur les plaintes et dénonciations dont elle est saisie et établir un rapport contenant les mesures qu'elle propose au gouvernement</li> <li>- Interpeller toute autorité ou tout détenteur d'un pouvoir de coercition sur les violations des Droits de l'Homme et proposer les mesures pour y mettre fins</li> <li>- Émettre des avis sur toutes les questions relatives à la promotion, à la protection et à la défense des Droits de l'Homme</li> </ul>	Fournir des informations sur la prise en compte et le respect des garanties C et D

Principales Structures techniques Etatiques	Mandat	Rôle potentiel dans le développement du SIS
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à l'élaboration des rapports prescrits par les instruments internationaux auxquels la Côte d'Ivoire est partie</li> <li>- Entretenir dans le cadre de sa mission, des rapports avec les institutions et organisations nationales et internationales intervenant dans le domaine des Droits de l'Homme conformément à la législation en vigueur</li> <li>- Analyser toute question relative à la promotion, à la protection et à la défense des Droits de l'Homme</li> </ul>	